

Les forces nucléaires russes en alerte

Lire l'article en page 20.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1608 | VENDREDI 10 MAI 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Quelle réponse

**S'il faut en reculer l'échéance,
allons à la réponse pour l'honneur**



Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse contre le Rwanda, il faut aller à la réponse. DR.



548632 898755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Quelle réponse contre le Rwanda

Mille fois, le Président de la République a usé de mots forts, inattendus par le Congo à l'égard du Rwanda. Lors de la campagne électorale à son meeting à Bukavu, à la frontière rwandaise, comme dans la Capitale Kinshasa, en fin de campagne, lors du meeting, il s'est poussé plus loin encore. A Bukavu, il avait traité publiquement Paul Kagame d'Adolf Hitler lui promettant le sort réservé au chancelier de l'Holocauste.

À Kinshasa, il avait juré qu'à la moindre escarmouche, il déclarerait la guerre au Rwanda après avoir sollicité et obtenu l'autorisation des deux Chambres législatives ; qu'il n'avait nullement besoin d'envoyer des troupes au sol puisque les FARDC, Forces Armées congolaises, grâce à une nouvelle puissance de feu acquise, pouvaient désormais frapper le Rwanda depuis le Congo. Lors de son tout récent déplacement en Europe, en Allemagne, en France, en Belgique, le Chef de l'État n'a pas été plus tendre à l'égard du régime rwandais. Sur la chaîne allemande DW, la Deutsche Welle, dans une interview au quotidien conservateur français Le Figaro, à la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste de père iranien et de mère suisse, Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises d'informations en continu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est resté très coriace même s'il a fait savoir que contacté par des partenaires de son pays, il avait décidé de donner une chance - mais «la dernière» - à la paix. Sur la DW, sur une rencontre éventuelle avec Kagame : « Il y a



La puissance de feu inspire le respect. Seule la puissance fait face à la puissance. DR.

maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi (...), je donne la chance à la paix. Le plus possible». Au Figaro, sur la guerre avec le Rwanda : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire ». Pays agressé depuis trente ans par ses voisins, en tête le Rwanda (deux marches sur la Capitale, la première de l'Afdl de 1996 à 1997, la deuxième du RCD de 1998 à 2006 qui tenta en vain de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, plusieurs groupes armés pro-rwandais, CNDP, M23, AFC), conflit qui a fait dix fois plus de morts au Congo que le génocide rwandais, 7 avril-17 juillet 1994, le président de la République peut-il/ va-t-il passer de la parole aux actes ? Certes, il faut se remémorer ses paroles ci-après : «Moi, je donne la chance à la paix. Le plus possible». Lors des ren-

contres avec ses compatriotes à Kigali et devant d'autres instances, Paul Kagame se moque du Congo dans ses prises de parole publiques. Il déclare que des dirigeants qui ne savent/ne peuvent pas donner à manger et à boire à leur population, comment sauraient-ils attaquer un autre pays et avec quels moyens, suscitant des ovations.

LA CRÉDIBILITÉ MISE EN DOUTE. Si le Congo est de loin naturellement plus riche que le Rwanda - son sol, son sous-sol, son étendue géographique, sa population - même s'il est connu comme le pays qui mit fin à la première offensive de l'ancien groupe armé rebelle rwandais, le FPR, Front Patriotique Rwandais, venu de l'Ouganda pour s'emparer du pouvoir à Kigali aux mains des Hutus majoritaires dans le pays, neutralisant le chef du FPR, Fred Rwigema, dès le deuxième jour du lancement le 1er octobre 1990 d'une offensive qui marque le début de la guerre civile rwandaise, le Congo dispose-t-il aujourd'hui de la même puissance militaire qu'en 1990 ?

La mort dans les combats de Fred Rwigema, né Emmanuel Gisa, l'un des fondateurs du FPR, considéré au Rwanda comme un héros, fut une tragédie pour les rebelles Tutsis. Le FPR/APR s'arrêta net, reparti d'où il était venu mais en rappelant des États-Unis, sur ordre du président ougandais Yoweri Museveni, l'alors jeune Tutsi Paul Kagame qui stoppait son stage de commandement militaire à Fort Leavenworth, au Kansas. Des biographes du dirigeant rwandais renseignent que porté à la tête du FPR, Kagame connut des victoires comme des défaites. S'il négocie les accords d'Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir Hutu en vue de mettre un terme à la guerre civile, il opte pour la stratégie de fight and talk (faire la guerre et le dialogue en même temps avec ses ennemis). Peu avant ces négociations et alors qu'il se rend mi-septembre 1991 à Paris, Kagame est arrêté pour terrorisme. Il revenait d'une réunion avec deux conseillers du gouvernement français en charge de questions africaines à l'Élysée, Jean-Chris-

tophe Mitterrand et Paul Dijoud. « Les accompagnateurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères», confie Paul Dijou. Paul Kagame affirme que ce conseiller de l'Élysée l'avait averti que s'il n'arrêterait pas les combats au Rwanda, tous les siens seraient massacrés. Mais l'attentat en 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, de retour des négociations d'Arusha, accélère les progrès du FPR vers la victoire militaire et cela survient malgré un nombre d'hommes inférieur (15.000 contre 50.000 pour le pouvoir) et des moyens militaires plus limités. Cet épisode de l'histoire du Rwanda, le fight and talk, des menaces occidentales qui n'empêchent pas la prise du pouvoir, fonde-t-il la stratégie rwandaise au Congo? Comment expliquer qu'alors que deux Capitales parmi les plus importantes à Kigali, Paris et Wash-

ington, changent de ton en montant en première ligne contre la guerre au Kivu, que les militaires rwandais continuent d'être présents sur le territoire congolais aux côtés du M23 et de l'AFC et que, pire, ils viennent à larguer des bombes trois fois de suite à ce jour dont les plus tragiques sont celles lâchées le 3 mai sur Mugunga, dans la périphérie de Goma, sur un camp de déplacés de guerre, tuant trente-cinq personnes dont des enfants, en blessant une trentaine ? Comment un pays qui vit de l'aide internationale peut-il continuer à boucher ses oreilles face à ses pairs africains et face aux États-Unis? Après l'attaque de Mugunga, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller a accusé nommément des forces armées rwandaises, l'armée régulière, ainsi que le M23 pro-rwandais. « The U.S. strongly condemns the attack today from Rwanda Defense Forces and M23 positions on the Mugunga camp for Internally Displaced Persons in eastern Democratic Republic of the Congo. It is essential that all states respect each other's sovereignty and territorial integrity ». - Matthew Miller, @ StateDeptSpox, May 3, 2024. Jamais auparavant, Washington n'avait aussi précisément fait mention d'une implication directe du régime de Kagame dans la guerre au Congo. Cela en dit long sur la suite des événements ? Certes, la porte-parole de Paul Kagame, Yolande Makolo, a reçu les mots du pouvoir en qualifiant la déclaration américaine de «ridicule» et d'«absurde» attribuant ces bombardements aux rebelles Hutus des FDLR, les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda et aux milices Wazalendo qui, explique-t-elle,

sont soutenues par les forces armées congolaises. «This is ridiculous Matthew, how do you come to this absurd conclusion ? The RDF, a professional army, would never attack an IDP camp. Look to the lawless FDLR & Wazalendo supported by the FARDC, for this kind of atrocity», @YolandeMakolo May 4, 2024. Viendra, viendra pas cette réponse militaire musclée de Kinshasa ? Qu'elle mette du temps ou pas, et même si la paix est préférable à la guerre, une vérité s'impose aux yeux de tous : aucun Congolais ne comprend/ne comprendra une absence de réponse de Kinshasa. Tout dans la vie est question de puissance. Que cela prenne du temps ou pas. Mais on ne frappe pas partout. Pas n'importe où. Pas n'importe comment. Pas n'importe quand. Le droit international veille. S'il faut frapper, il faut s'assurer de tout, disposer d'alliés. C'est le cas d'Israël à Gaza. Il y a occasion et opportunité. Reste cette phrase de Macron prononcée le 4 mars 2023 à la conférence de presse commune du Palais du Peuple avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Qui glace le sang... « Depuis 1994 - pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez jamais été capables de restaurer la souveraineté ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur, dans cette affaire ». Macron n'est pas le seul dirigeant du monde à penser ainsi. Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse, il faut aller à la réponse.



Macron : « Rien ne doit être exclu »

Les dirigeants rwandais dans le viseur des Occidentaux

Son pays est l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Mais la France qui siège avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, est le pays qui, depuis la nuit des temps, a mission de rédiger les projets de résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies sur la région des Grands lacs africains. Que son président Emmanuel Macron, après l'échange vif du 7 mars 2023 survenu à Kinshasa avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, ait pu avoir des mots aussi forts, lors de la conférence de presse commune animée mardi 30 avril 2024 à Paris au palais de l'Élysée avec son homologue congolais en marge de la première visite officielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dénote, le moins que l'on puisse dire, un changement d'attitude de la part des dirigeants français, européens, américains et d'ailleurs. Sur une question comme celle touchant au continent africain et, plus encore, aux Grands Lacs, Paris n'aurait jamais annoncé une telle position sans avoir au préalable harmonisé avec les autres plus grandes capitales, Washington, Berlin, Londres, Bruxelles, etc. Paul Kagame est-il dans le viseur des Occidentaux ?

«Rien ne doit être exclu». Une phrase très forte qui restera à jamais gravée dans la mémoire qui marque un virage. Une phrase qui n'aurait pu être prononcée à la légère par l'homme qui arme l'Ukraine contre la Russie jurant que cette puissance planétaire qui détient l'arme atomique ne pourra pas gagner la



Les deux couples présidentiels sur le perron de l'Élysée. DR.

guerre face à l'un des tout petits pays dont elle a déjà arraché des territoires. «Nous n'avons aucune difficulté à pointer les responsabilités. Je vais le dire avec le plus possible de clarté : la France condamne fermement l'action de tous les groupes armés et particulièrement l'offensive du M23 qui doit cesser les combats et se retirer des localités qu'il occupe (...). La France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République démocratique du Congo (...). Nous pensons que le dialogue et la recherche de la solution diplomatique et sécuritaire est plus efficace à ce jour. Mais rien ne doit être exclu ». Contre les dirigeants rwandais, toutes les hypothèses sont désormais sur la table ! Les sanctions certes mais pire, particulièrement, l'arrêt ou la suspension de toute

aide. Une perspective que le Rwanda vivant de l'extérieur - un budget de 160 millions de \$US en 2024 financé aujourd'hui à 40% par des aides extérieures - ne saurait supporter. L'étude de Nsenyiyumva Samson, un Rwandais de Huye, à Butare, parlait déjà en 2009 d'un « budget de l'État (rwandais) appuyé par l'extérieur à 30% ». Cette situation n'octroie pas la liberté dans la planification et le suivi des dépenses publiques ». Les déclarations publiques d'Emmanuel Macron arrivent fin avril 2024, quand Kigali vit les trente ans du génocide anti-Tutsi que le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken reconnaît comme un génocide contre les Tutsis tout en ajoutant à ce génocide - c'est loin d'être anodin - les trois autres ethnies dont le discours public

rwandais n'a jamais prononcé le nom, à savoir, les Hutus, les Twa et «autres».

L'ÉTAPE DE LA VÉRITÉ.

«Les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple rwandais lors de Kwibuka 30, pour rendre hommage aux victimes du génocide. Nous pleurons les milliers de Tutsi, Hutu et Twa et autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible», a écrit sur son compte X (ex-Twitter) le chef de la diplomatie américaine. En diplomatie, chaque mot est pesé, chaque mot a un sens. Rien ne doit, ne peut être négligé. Les mots préparent les terrains, annoncent les actes. Cette évolution dans le choix de mots n'a-t-elle pas un sens dans la nouvelle compréhension américaine de la tragédie des Grands Lacs avec une ethnie majoritaire exclue « à

jamais » du pouvoir ? Kagame qui ne laisse jamais rien passer a compris le message américain. Il y a répondu pris de colère. «Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas - chez nous», a-t-il lancé sans retenue, signe de l'ampleur du choc inattendu. Kagame dit sa surprise quand « il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide ». Alors qu'on va sous presses, Le Soft International n'a pas vu une réaction américaine quelconque. Signe que Washington a minimisé cette réplique de Kagame. Cela en dit tout ! L'allié Kagame des États-Unis et de nombreux dirigeants occidentaux, se conjugue-t-il désormais au passé alors que tous les rapports d'experts neutres dont ceux des Nations Unies sont sans équivoque, documentent avec la plus grande précision, l'implication, la présence des militaires rwandais au Congo, aux côtés de ses alliés du M23-AFC ? En février, Washington avait exhorté Kigali de retirer ses troupes et ses systèmes de missiles de l'est du Congo, décrivant pour la première fois le M23 comme un groupe rebelle soutenu par le Rwanda. La ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib n'en a pas dit moins. Mardi 30 avril 2024, lors de cette conférence de presse commune, Emmanuel Macron a appelé Kigali à « cesser tout soutien » aux rebelles du M23, à « retirer ses

forces » du Congo. Le chef de l'État français a évoqué un «engagement» du président congolais à «mettre fin aux agissements des FDLR», des rebelles hutu rwandais dont la présence depuis 30 ans dans l'est du Congo est dénoncée par Kigali. «Nous sommes avec plusieurs autres alliés à vos côtés, vous le savez, pour mettre en œuvre cette avancée». Saluant la médiation angolaise, Macron a souhaité «que d'ici à la fin de l'été, nous puissions avoir des initiatives pleinement conclusives pour sortir de la situation que vous connaissez depuis trop de temps». Le président congolais a hautement apprécié cette nouvelle posture. «Ce qui a le plus retenu notre attention (lors de cette rencontre, ndlr), c'est l'engagement encore plus grand de la France aux côtés du peuple congolais» pour trouver une issue au conflit avec le Rwanda (...). «Le Congo peut compter sur la France, qui sera à (ses) côtés pour trouver » la paix, sentant «une lueur d'espoir pointer à l'horizon (...). Nous avons été poignardés dans le dos (...) J'ai été payé en monnaie de singe (...). Il ne sera possible de discuter avec le Rwanda qu'une fois que son armée aura quitté le pays ». Si Kagame invoque un M23-AFC qui se bat pour les droits des Tutsis congolais, nul doute, «enough is enough» (trop c'est trop), rien de tout cela ne paraît plus passer dans les chancelleries du monde. Les Grands Lacs sont-ils arrivés à l'étape de vérité ? Outre la France et les États-Unis, dans le cadre du Conseil de Sécurité dont la mission est de «maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer entre les nations des relations amicales, de réaliser la coopération internationale en résolvant les pro-

blèmes internationaux et en encourageant le respect des droits de l'homme, d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes», mais dont surtout «le rôle central pour les sujets liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales (est) d'imposer des sanctions ou encore autoriser des États à employer la force contre un autre État en cas d'agression», il faut noter l'attitude des deux autres membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Russie et la Chine. Pays le plus doté au monde en minerais stratégiques ou critiques - cuivre, cobalt, lithium, germanium, outre les fameux « 3T », étain (cassitérite), tungstène (wolframite), tantale (coltan) - qui aident à la modernisation et à la mitigation du changement climatique tant réclamé par la terre entière - l'heure a certainement sonné pour que Kinshasa hausse le ton en faisant prendre conscience. C'est à quoi s'attelle le président congolais en optant pour un discours guère entendu à ce jour et très apprécié des Congolais. Le 11 décembre 2023, en pleine campagne électorale, lors d'un meeting à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, à la frontière du Rwanda, il avait mis en garde Paul Kagame, sous les applaudissements du public, le comparant à Adolf Hitler lui promettant le sort du chef nazi. «Je vais m'adresser au président rwandais Paul Kagame pour lui dire ceci: puisqu'il a voulu se comporter comme Adolf Hitler en ayant des visées expansionnistes (au Congo), je lui promets de finir comme Adolf Hitler». Une posture, nul doute, que le président ne peut jamais perdre face à Kagame.



Les déclarations du Chef de l'État sur le Rwanda dans les médias européens

Le président de la République a quitté Kinshasa le 28 avril pour des visites en Allemagne, en France, en Belgique avant de regagner le pays dimanche 5 mai écourtant ce voyage après des bombardements le 3 mai du camp du site de déplacés de Mugunga, près de Goma, par le mouvement M23 et l'armée rwandaise. Bilan : au moins 35 morts dont des enfants et plusieurs blessés. Ce n'est pas la première fois que le Rwanda lâche des bombes sur le territoire congolais. Le 25 janvier, des bombes larguées à l'aveuglette par le M23 et l'armée rwandaise avaient tué 19 personnes. Au mois de février, la même coalition armée avaient largué des bombes sur le marché de Mugunga. Heureusement qu'il n'y avait pas encore fréquentation sur ce lieu de négoce. En Allemagne, à Berlin, ce fut une visite de travail tandis qu'en France, il s'y est rendu en visite officielle, la première visite de cette nature en France du président congolais.

Une tournée qui a permis au Président de la République de communiquer fortement à travers au moins trois médias d'importance planétaire, la chaîne allemande DW, Deutsche Welle, le quotidien conservateur français Le Figaro, et la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises d'informations en continu. Ci-après extraits marquants de verbatims. Sur la DW, question : « Vous êtes le président d'un pays qui dispose d'immenses richesses. Et récemment, la RDC a accusé la multinationale Apple d'utiliser des minerais issus d'exploitations illégales acheminés et blanchis principalement vers le Rwanda en finançant même des groupes armés dans l'est de la RDC. Il y a même un ultimatum



Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo le 9 mai, sur LCI avec Darius Rochebin. DR.

posé. Pour quoi exactement?», réponse : « Mais pour que ça cesse, tout simplement. Ça fait 30 ans que ça dure. Le Rwanda a découvert qu'en République démocratique du Congo, il y avait des minerais. Le Rwanda a noué des contacts dans la communauté internationale qui lui ont permis justement d'être le receleur, le vendeur de ces minerais du sang. Des minerais obtenus par la violence exercée sur nos populations pour les pousser à quitter les localités dans lesquelles on trouve ces minerais. Question : « On a la présence aujourd'hui du M23 qui est soutenu par le Rwanda. Votre gouvernement l'a dit plusieurs fois. Est-ce que dans les prochains jours, vous prévoyez de rencontrer Paul Kagame?», réponse : « Il y a maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi, comme je l'ai dit, je donne la chance à la paix. Le plus possible». Question : «Mais, en décembre 2023, vous étiez plus incisif. Vous disiez alors : « À la moindre escarmouche, on va attaquer le Rwanda », réponse : « Tout à fait. Vous savez, lorsque j'ai haussé le ton, les partenaires de mon pays sont venus me voir. J'ai bien voulu leur accorder évidemment cette chance aussi, d'essayer pour la dernière fois quelque chose. C'est ce qui se passe en ce moment». Au Figaro, question

: «Macron a-t-elle été à la hauteur de vos attentes?», réponse : « Je suis satisfait de cette rencontre avec Emmanuel Macron, qui a évolué depuis sa visite à Kinshasa, en mars 2023 » (...). Nous nous sommes mis d'accord sur beaucoup de choses, notamment sur les sanctions que la RDC demande à la communauté internationale de prendre contre le Rwanda. Ce pays, qui est notre voisin, viole notre territoire pour piller nos minerais critiques et terroriser nos populations. Nous ne qu'émanons pas la pitié. Nous voulons que la France joue de son influence en qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, tout comme la Chine ou les États-Unis, pour châtier le régime rwandais. Pourquoi y aurait-il deux poids, deux mesures ? Pourquoi, d'un côté, la Russie qui envahit l'Ukraine serait sanctionnée, et pas le Rwanda, de l'autre, qui nous agresse depuis trente ans ? C'est inexplicable (... À l'Est), c'est un génocide qui se

produit là-bas, dix fois plus grave que celui qui a frappé le Rwanda en 1994 ! Il est documenté, et toutes les organisations internationales peuvent en témoigner. Depuis trente ans, cette tragédie a fait dix millions de morts, provoqué le déplacement de sept millions de personnes dans des conditions infra-humaines. Je suis à la tête du pays qui abrite le plus de personnes déplacées par la force au monde. Et cela par la faute du Rwanda, qui veut la balkanisation ethnique de la République démocratique du Congo ».

«LE M23 EST UNE COQUILLE VIDE». À la question du journaliste, «vous reprochez au Rwanda de soutenir le M23, mouvement constitué de Tutsis qui pourchassent les génocidaires hutus de 1994 venus se réfugier en RDC, que le président rwandais vous accuse d'armer», réponse du Président de la République : « Le M23 n'est qu'une coquille vide ! Il ne compte peut-être que

500 miliciens. Non, ce sont des militaires rwandais qui sèment la mort sur notre sol. Ils ne répondent à aucune idéologie. Ils sont là pour nous piller et introduire l'anarchie en RDC. Paul Kagamé, le président rwandais, n'a cessé de le nier dans des sommets internationaux jusqu'à ce que des experts de l'ONU documentent récemment ce que j'affirme haut et fort. Le caractère criminel des atrocités commises par Kagamé et sa bande - pillage du sous-sol et massacre des populations - est connu depuis longtemps. Sa défense a alors consisté à dire que la RDC armait, de son côté, le mouvement FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, constituées d'anciens génocidaires hutus rwandais, ndlr). Ce qui est archi-faux. Le caractère criminel des atrocités commises par Kagamé et sa bande - pillage du sous-sol et massacre des populations - est connu depuis longtemps ! Le rapport Mapping des Nations Unis dénonçait déjà les crimes de guerre

perpétrés en RDC, de 1993 à 2003, par les Rwandais, les Burundais et les Ougandais. L'inertie de la communauté internationale est incompréhensible (...). Ce n'est pas à la RDC de dicter les sanctions qui doivent pénaliser le Rwanda. Quant à Paul Kagamé, il mérite beaucoup plus que la Cour pénale internationale ! » Question : « Dans ces conditions, un dialogue est-il toujours d'actualité avec Kigali ? », réponse : « Une initiative existe en ce sens sous l'égide du président angolais, Joao Lourenço. Nos délégations vont se retrouver à Luanda ces jours-ci pour travailler et trouver un terrain d'entente. Moi, je demande une chose simple : que le Rwanda retire ses troupes du territoire congolais ». « Si un terrain d'entente n'est pas trouvé, une guerre est-elle possible entre la RDC et le Rwanda ? », réponse : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire. J'ai procédé à de nombreuses réformes pour encourager notre économie. Malheureusement, l'insécurité qui règne à l'est fait peur aux investisseurs. Je veux néanmoins rester optimiste, car notre cause est juste. Nous finirons par avoir raison. J'ai effectivement chargé un cabinet d'avocats américain et un autre français de lancer une action contre Apple ». Question : « Vous

voulez également engager une action en justice contre les multinationales qui exploitent ou achètent les richesses de votre sous-sol... », réponse : « J'ai effectivement chargé un cabinet d'avocats américain et un autre français de lancer une action contre Apple. Je veux que s'arrête l'exploitation illégale et clandestine, le pillage barbare de nos minerais critiques par des firmes multinationales. Cela représente des milliards de dollars et une véritable prime à la guerre. Ces firmes se fournissent, c'est prouvé, via le Rwanda, lequel n'a aucune ressource dans son sous-sol ». Sur la chaîne LCI, invité samedi 4 mai du journaliste Darius Rochebin, sur les implications des alliances du Congo avec la Russie et la Chine, des nations souvent critiquées pour leurs régimes autoritaires, le président a recadré le journaliste, rappelant les failles des pays occidentaux en matière de droits humains. Il a évoqué les manifestations en France où, selon lui, les droits de l'homme n'ont pas toujours été respectés. « Qu'est-ce que la Démocratie ? C'est quoi la démocratie ? » Le président a partagé ses observations de son dernier voyage en Chine, où il a perçu des Chinois satisfaits de leur gouvernement et de la manière dont le pays est géré ». Sur les médias, le président a exprimé une méfiance prononcée envers les médias internationaux. « Ils peuvent être manipulés par ceux qui possèdent les ressources nécessaires ».

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

À la tête de la deuxième force politique du pays, Tony Kanku Shiku salue le récent voyage du Chef de l'État en Europe

Il était apparu en public environ six mois avant la tenue des scrutins de décembre dernier. Personne dans le pays ne le connaissait vraiment. Tony Kanku Shiku est aujourd'hui la tête de la deuxième force politique du pays disposant d'au moins 44 députés nationaux, juste peu après le parti politique UDPS, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social de l'opposant historique anti-Mobutu, anti-Kabila Père, anti-Kabila Fils, Étienne Tshisekedi wa Mulumba.



Premiers échanges au Lounge diplomatique de l'Aéroport International de N'djili entre le Haut Représentant de l'Autorité Morale, Tony Kanku Shiku et certains de ses collaborateurs venus l'accueillir à sa descente d'avion en provenance de Bruxelles. DR.

Depuis, Tony Kanku Shiku attire des foules partout où il va ; chacune de ses sorties est un événement majeur.

«**BEAUCOUP DE RÉSULTATS POSITIFS** ». Comme mardi 7 avril 2024 au soir à l'atterrissage du régulier de la compagnie aérienne belge SN Brussels Airlines qui n'avait pu faire le vol la veille à la suite d'une sortie de piste d'un aéronef local.

Il n'empêche : la vague de jeunes qui voient en cet homme une sorte de « sentinelle de la République » n'avait pas faibli bien au contraire vu les liens qui le rapprochent du Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, aujourd'hui encore plus que jamais quand le pays fait face à une agression extérieure sans nom

venue du Rwanda et date de trente ans ! Mais toujours aussi discret, l'homme qui est aussi le Haut Représentant de l'Autorité Morale - qui n'est autre que le Président de la République - qui était accueilli au bas de l'avion par le Président de sa plateforme PÉP-AAAP (Plateforme électorale et politique de l'Alliance des Acteurs Attachés

au Peuple) Laurent Batumona Nkhandi Kham, par son Dir-Cab, Jacques Thimothée Inkung Mbul, par son Conseiller politique, le Professeur Tryphon Kinikiey Mulumba et par nombre de ses députés dont le député Alfred Nzondomio Dibambi s'est arrêté un moment, le temps de saluer cette foule et de se rendre directement à son bureau où l'attendaient

diverses autres réunions. Souvent dans les avions, Tony Kanku Shiku revenait d'un séjour en Europe où il s'est trouvé au même moment que le Chef de l'État. À ses proches, il s'est félicité de la visite du Président de la République en Allemagne, en France et en Belgique, « a engendré beaucoup de résultats posi-

tifs pour le pays ». Il faut souligner que la plateforme PÉP-AAAP est un membre créateur du PCR, le Pacte pour un Congo Retrouvé constitué de quatre forces politiques majeures du pays, à savoir, l'Action des Allies et Union pour la Nation Congolaise, A/A UNC du Député national et Vice-Premier ministre, Ministre de l'Économie, Vital Kamerhe Lwa

Kanyiginyi Nkingi, l'Alliance Bloc 50, A/B50 du ministre de l'Industrie Julien Paluku Kahonga et la Coalition des Démocrates, CODE du ministre du Commerce Extérieur Jean-Lucien Bussa Tongba. Ces deux personnalités sont aussi Députés. Le PCR est au cœur de la candidature au perchoir du Député Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi. D. DADEI ■

Après des mois de tergiversations, la fumée blanche annoncée sur le toit du Palais du Peuple

Avance-ton désormais vers la fumée blanche s'échappant du sommet du Palais du Peuple, à Kinshasa, signe de fin des vases-et-vient et de tergiversations de politiques qui n'avaient de cesse de chercher à se positionner dans la perspective de la mise en place des institutions issues des scrutins de décembre 2023 ?

Que des mois perdus ! Alors que le pays fait face à des urgences extrêmes notamment avec la guerre dans les Kivu,

dans la Capitale, ces urgences ne semblaient préoccuper personne. Alors que depuis le 23 avril que des primaires organisées historiques de la majorité parlementaire présidentielle, un nom est sorti, celui du député national Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi, Vice-Premier ministre et ministre sortant de l'Économie, président du regroupement politique AA-UNC, l'Action des Allies et Union pour la Nation Congolaise, des blocages qui duraient depuis plusieurs mois, avaient fini par déplaire cer-

tains députés. Au moins 163 d'entre eux dits « des nationalistes » avaient fait pression sur le bureau d'âge de l'Assemblée nationale soupçonné au centre de ces tergiversations, sans savoir pourquoi et avaient décidé de destituer ce bureau présidé par le doyen Christophe Mboso N'Kodia Pwanga à moins de l'amener à entamer « dans les meilleurs délais » la reprise du processus de mise en place du bureau définitif. À la tête de ce groupe, deux élus, Antoine Bushabu de la circonscription de

Mweka, Kasai et Willy Mishiki Buhini, de la circonscription de Walikale, Nord-Kivu. Mardi 7 avril, au nom de leurs pairs, ces élus ont demandé au bureau d'âge « de pouvoir se surpasser et de programmer dans les meilleurs délais l'élection et l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale ». Un bureau qui permettra à la chambre basse d'investir le prochain Gouvernement de la République quand le pays doit « décanter plusieurs dossiers du pays bloqués ». Alors que l'on s'y attendait le moins,

une décision signée sur du papier à entête « le Président de l'Assemblée nationale », le président du bureau d'âge Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, président du bureau d'âge, publie « le calendrier de l'élection et de l'installation du Bureau définitif de l'Assemblée nationale ». Aux termes de cette décision (N°004/CAB/P/ANM-NPC/2024 du 8 mai 2024, le Bureau définitif de la chambre basse sera connu samedi 18 mai à l'issue d'une séance plénière qui ouvrira ses portes à 11:00'.

Ce jour-là aura lieu l'audition de messages des candidats aux divers postes, suivie de l'élection et de l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale. La campagne électorale est annoncée pour le jeudi 16 mai, de 09:00' à 00:00' et la veille, mercredi 15 mai marquera l'affichage des listes des candidats retenus. Ce calendrier s'ouvre le vendredi 10 mai avec le dépôt des candidatures qui se termine le lundi 13 mai à 17:00'. Un programme qui sera suivi le lendemain mardi 14 mai par une

séance d'examen des dossiers de candidatures. L'article 4 de cette décision de Mboso stipule : « Sous peine d'irrecevabilité, la déclaration de candidature est accompagnée des pièces suivantes : une lettre de consentement de candidature signée par le Parti ou le Regroupement politique ; sauf pour les non-inscrits ; une photo de format passeport ; un curriculum vitae détaillé se terminant par la formule : « Je jure sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont sincères et exacts ». ALUNGA MBUWA ■

Quand des juristes plongent dans le dossier qui défraie la chronique

Les juristes sont partout au monde des génies. Ils le sont au point d'avoir la capacité de faire croire le contraire de ce que l'on peut voir. Tout est dans la compréhension et l'interprétation des textes. Pas sûr. Il n'empêche! D'où le rôle des Hautes Cours, Cour Suprême aux États-Unis et ailleurs, Cour constitutionnelle au Congo et ailleurs. Même après des arrêts ultimes rendus par ces cours, jamais le consensus n'est acquis.

« Un imbroglio juridique sévère », commente en privé un team de juristes dans l'affaire qui défraie la chronique qui oppose des médias et des influenceurs sur des réseaux sociaux au ministre des Finances, Serge Nicolas Kazadi Kadima Nzuji. D'où l'intérêt porté par les juristes et la justice. Dans une note du 27 avril 2024 (réf. 1887/RMP.V/0198/PGCCAS/MVM-MUK/2024) adressée au Directeur Général de la Direction Générale de Migration, DGM, le Procureur Général près la Cour de Cassation, Firmin Mvonde Mambu a annoncé que son office avait «ouvert une enquête judiciaire à charge des (Messieurs) Nicolas Kazadi Kadima Nzuji, Ministre des Finances ; François Rubota Masumbuko, Ministre d'État au Développement Rural ; Monsieur Guy Mikulu Pombo» (ministre honoraire au Développement Rural). La note qui a pour objet « interdiction de sortie de Kinshasa et du Territoire national », détaille : « Dans le but d'empêcher que les susnommés accusés d'avoir commis l'infraction de détournement des deniers publics, ne puissent se soustraire des poursuites judiciaires engagées contre eux, je vous enjoins d'instruire tous vos services œuvrant aux postes frontaliers d'interdire ces derniers de sortir de Kinshasa où ils sont tenus de répondre devant l'organe de la loi et du territoire de la Répu-



Le ministre des Finances Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji. DR.

blique Démocratique du Congo». Puis : « Il y a urgence ».

UNE PLONGÉE DES JURISTES.

À la suite de cette note du Procureur Général, le ministre des Finances Nicolas Kazadi a été empêché, dimanche 28 avril, à l'aéroport de N'Djili, de monter dans l'avion. Le ministre se rendait en Europe, avec ordre de mission, dans la suite de la visite officielle du président de la République. D'où l'intérêt des juristes sur la question. Ils invoquent des moyens de droit, attaquent dans sa forme cette décision jugée « irrégulière, illégale, attentatoire à la liberté individuelle ».

« Tout est dans la forme, et il n'y a entre le crime et l'innocence que l'épaisseur d'une feuille de papier timbré », Anatole France. « La lettre du 27 avril 2024 du Procureur Général près la Cour de cassation est illégale et irrégulière car celui-ci ne pouvait pas sans autorisation de l'Assemblée Nationale contraindre le ministre Nicolas Ka-

zadi, ni annoncer des poursuites inexistantes. L'exécution de cette lettre par la DGM a porté une atteinte arbitraire à la liberté individuelle du ministre Kazadi constitutive d'une infraction pénale. De même constitue une infraction pénale l'annonce fallacieuse de poursuites judiciaires qui n'existent pas ». Puis : « Pour agir à l'encontre du ministre Kazadi, le Procureur Général près la Cour de cassation, autorité émanant du Pouvoir judiciaire, s'est affranchi des prérogatives de l'Assemblée Nationale devant qui est responsable le Gouvernement. Par là, il a violé la

séparation des pouvoirs garantie par la Constitution et à laquelle le Président de la République est viscéralement attaché. « Aux termes de l'article 5 de la loi organique n°06/020 du 10 octobre 2006, tout magistrat prête le serment suivant : « je jure de respecter la Constitution et les lois de la République Démocratique du Congo et de remplir loyalement et fidèlement, avec honneur et dignité, les fonctions qui me sont confiées ». Le Procureur Général près la Cour de cassation a réitéré ce serment devant le Président de la République à l'occasion de

sa nomination à ses fonctions (article 13 de la loi organique précitée) ». « L'article 47 de la même loi organique dispose que « le fait pour un magistrat de violer les termes de son serment » constitue une faute disciplinaire. Le Procureur Général près la Cour de cassation a donc simultanément commis un acte illégal et inconstitutionnel, une faute pénale et une faute disciplinaire ». Ces juristes anonymes poussent encore plus loin leur analyse et conclusion s'agissant « des solutions respectueuses de l'État de droit ». « Une solution principale : la mise en œuvre de l'action disciplinaire contre le Procureur Général près la Cour de cassation permettrait de mener une enquête pour établir les raisons de la signature de la lettre du 27 avril 2024. Jusqu'à la décision disciplinaire à intervenir le Procureur Général serait en raison de la gravité des faits en cause interdit d'exercer ses fonctions (art. 54 de la loi organique n°06/020 du 10 octobre 2016). Le magistrat assurant l'intérim abrogerait, sur le fondement du principe du parallélisme des formes et des compétences, dès son entrée en fonction la lettre du 27 avril 2024 ». Ils annoncent une note qui « examinera plus en détail les voies de droit ouvertes au ministre Kazadi pour solliciter une procédure disciplinaire devant le Conseil Supérieur de la Magistrature, et pour actionner la saisine du Bureau du Conseil Supérieur de la Magistrature compétent pour autoriser les poursuites à l'encontre du Procureur

Général près la Cour de cassation (art. 85 de la loi organique 13/010) ». Quant à « une solution subsidiaire », « toutefois, écrivent-ils, s'il s'avérait que le Procureur Général près la Cour de cassation a signé la lettre du 27 avril 2024 par erreur ou à la suite de manœuvres d'un tiers, il est certain que le défaut d'intention de nuire exclurait toute faute pénale ou disciplinaire. Dans cette hypothèse, le Procureur Général près la Cour de cassation retirerait sa lettre du 27 avril 2024 de l'ordre juridique en la déclarant par une lettre à intervenir au plus vite : nulle et non avenue. Subséquemment, l'illegalité et la violation de la séparation des pouvoirs s'en trouveraient effacées ». Ces juristes abordent aussi le fond de l'affaire et en viennent à « l'impossibilité matérielle de détournements imputables à NK », écrivent-ils. « Contrat d'installation des forages et des stations mobiles de traitement d'eau : Contrat signé (21.04.2021) une semaine avant la nomination de NK au ministère des Finances (28.04.2021) : Aucun rôle de NK dans le choix de l'attributaire ; baisse du coût unitaire des forages et stations mobiles (7.04.2023) obtenue par NK : NK est de facto à l'origine d'une sous-facturation ; sursis au paiement (24.08.2023) contre la volonté du ministère du Développement Rural : interruption du versement de tout denier public à l'initiative de NK ». « Bilan : impossibilité matérielle d'un détournement imputable à NK. Au contraire, NK a refusé que l'État se

départisse de deniers publics. Grâce à NK, aucun tiers n'a pu s'approprier des deniers publics hors du cadre contractuel convenu. Les deniers publics sont restés dans la caisse de l'État ». Sur le contrat en lien avec « l'implantation des kits solaires dans la ville de Kinshasa : contrat signé par la Ville de Kinshasa le 31 mai 2022 avec la société Solektra RDC : aucun rôle de NK dans le choix de l'attributaire ». « NK accepte le paiement d'un acompte de 30 % par la Ville de Kinshasa mais exige le paiement de Solektra RDC pour 70 % du montant du marché uniquement par lettre de crédit (Lettre 1446 CAB Finances du 8 juillet 2022) ; paiement par la Ville de Kinshasa d'un acompte de 30 % à la suite d'un ordre de paiement du 22 juillet 2022 ; la Ville de Kinshasa (11.01.2023) et l'IGF (13.01.2023) demandent le paiement d'un deuxième acompte à hauteur de 41 % du montant du marché contrairement à la décision de NK du 8.07.2022 ; la banque conformément à la décision de NK du 18.07.2022 refuse le paiement demandé par la Ville de Kinshasa et l'IGF ». « Bilan : impossibilité matérielle d'un détournement imputable à NK. Au contraire NK a refusé qu'une personne publique la Ville de Kinshasa se départisse de deniers publics qui était sur son compte. Aucun tiers n'a pu s'accaparer ces deniers publics à la seule initiative de NK ». Question de ces juristes : « Pourquoi la Ville de Kinshasa a voulu forcer la décision de NK ? ». D. DADEI ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

De Mobutu à Tshisekedi

Une histoire du Congo

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

Avait-il un cœur d'artichaut? Qui ne connaît Ngundu Koyi n'est pas du pays Mbala de Masimanimba. Ngundu Koyi ou Ngundu Sala Koyi, ce territoire du lion ! Pas une chèvre n'y allait brouter l'herbe sans se trouver face au félin ! Pas un membre de la gent féminine ne pouvait lui résister sur son territoire !



Le système électoral congolais se trouve au cœur d'un débat récurrent. DR.

Longtemps, j'ai abhorré ce surnom donné à mon père par la contrée. Il semble qu'au gré de nos déplacements dans les secteurs de Kitoy et de Mokamo, Joseph Kinkiey « Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi » fit des conquêtes tant il fascinait ! Avait-il un cœur d'artichaut ? À mon père, je ne connaissais que deux épouses. Originaire du village de Kindundu dans le secteur de Kitoy, Marie-Louise Ngamaboko est ma mère. Deuxième de ses enfants, je compte Charlotte, ma sœur aînée et Jean, mon frère cadet. Je compte des petites sœurs, Josée, Claire, Sophie, Léonie, Bébé. Je compte deux demi-sœurs, Jacqueline et Valentine et un demi-frère Grégoire, l'aîné de trois garçons. Je suis le deuxième de ces garçons. Nous avons grandi dans une famille fusionnelle. Les deux épouses de mon père s'entendent comme larons en foire. Marie-Louise appelle « Ya » (aîné/e en langue Mbala) l'autre épouse issue du village de mon père, Pukusu, dans le Mokamo. Si mon père choisit Marie-Louise comme celle avec qui

il achève sa vie, les enfants nés du premier lit restent à la maison. Au fond, je ne me souviens pas avoir assisté à une montée de fièvre chez nous. Joseph Kinkiey est agent à la C.K.É, la Compagnie du Kasai et de l'Équateur, une société belge qui produit et exporte de l'huile de palme. Sur la noix cueillie dans des palmeraies quand des villageois montent par une corde sur le long tronc lisse de l'Élaeis d'où ils détachent le régime de fruits, les Belges s'appliquent à construire une toile d'araignée à même de démarrer le développement. En ces années-là, Kitoy et Mokamo comptent un réseau de transport, des pistes carrossables, des ponts et des bacs, des camions d'évacuation, une flotte de barges, des usines de transformation, des écoles, des centres de santé, des plantations d'élevage, des abattoirs, des chambres froides, des magasins de commerce général, etc. Si les contraintes, les abus, les conflits fonciers sont légion, le palmier à huile fait de la

C.K.É la Gécamines du pays Mbala. Sur le continent africain, le Congo est alors le premier exportateur d'huile de palme et, au monde, le deuxième après les Indes. Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi est chef magasinier à la C.K.É. Il est rare qu'en deux ans, mon père ne quitte pas un centre commercial pour un autre. Si ce perpétuel tour dans la contrée ne facilite pas la scolarité des enfants, il assoit la famille dans l'imaginaire collectif. Nul doute, mon parcours à venir tire profit de ce nom que je porte : Tryphon Kin-kiey Mulumba, fils de magasinier. Mes amis me regardent avec envie. Ils croient que chez nous, on ne meurt jamais de faim ; que la sardine et le bœuf en conserve, la morue séchée et la sauce tomate, des aliments à succès des chaînes alimentaires belge, grecque et portugaise, qui font défaut dans d'autres maisons, sont à notre portée. À dire vrai, cette posture est loin d'être fautive. C'est le lieu de dire ma pleine reconnaissance à mon père

Joseph et à mère Marie-Louise.

JE SUIS FILS DE MASIMANIMBA. Je suis né à un poste C.K.É, la Compagnie du Kasai et de l'Équateur, juché sur la colline qui surplombe Moshi, la rivière qui sépare Kindundu de Kindambi. Un 4 septembre ? Tout jeune, j'ai retrouvé une carte de naissance tellement abîmée. J'ai pris acte. C'est à Kindambi, dans le territoire de Masimanimba familièrement appelé Masi que Joseph fait connaissance de Marie-Louise qui deviendra sa compagne de vie. Grand-mère Gona n'a eu de cesse de me raconter certains soirs quand il m'arriva de passer des vacances chez elle, comment elle s'enflamma à la vue de cet étranger à la peau claire et à la voix de baryton et comment elle flancha quand il lui demanda si elle accepterait de devenir sa belle-mère. Grand-mère n'a que des belles histoires sur ce bel homme venu d'ailleurs... Hélas ! Kindambi, peu à peu, disparaît de la carte. Aujourd'hui, en me

rendant à la cité de Kitoy, le chef-lieu du secteur du même nom, je m'aperçois que les cinq ou six maisons de paille restées en place se vident chaque jour de leur population. C'est toujours quatre ou cinq femmes couvertes d'un pâle pagne portant chacune un bébé et une multitude d'enfants de même taille qui accourent vers mon véhicule à chaque fois que je passe. En chants et danses, ils scandent sans arrêt « Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi ». Une façon de me dire que je suis l'un des leurs ? Un geste de reconnaissance qui m'émeut et qui fait que je ne peux passer sans m'arrêter. Je me demande toujours si ces enfants savent qui je suis ou s'ils savent que je suis aussi de ce village tombé en ruines et si leur chant n'est pas une interpellation. Marie-Louise Ngamaboko est issue d'une grande famille unie. S'il arrive que le bon vivant Joseph Kinkiey se déleste de ses charges de père, sœurs, frères, cousins, cousines de ma mère et ma grand-

mère me prennent en charge. Ils sont tellement nombreux. Je n'oublierai jamais Ma Miyambi, Ma Nsiasa, Ma Membila, Ma Suzanne, Ngwashi Kabemba, Ngwashi Martin, Ngwashi Mubalu, Ngwashi Munyonga, etc., des personnes que j'ai tant aimées. Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fratrie. A-t-elle senti, dès le départ, que je serais la chance de la famille ? À tour de rôle, chacun m'accueille chez lui et s'assure que rien ne me manque. Je suis reçu dans chacune de ces familles comme membre à part entière. Je leur dois vraiment toute ma reconnaissance. Ngwashi Martin va jusqu'à extraire de sa valise ses plus belles chemises de couleur blanche pour me les offrir. Malgré nos fréquents déplacements, je sais, à chaque instant, où je me rendrai en congé de Pâques ou à celui de Noël et où j'irai passer les grandes vacances. Au rythme de ces mutations, j'ai bourlingué à Kalonda, Saka, Kitoy, Mokamo, Yasa, etc., dans ce pays Mbala, Yansi, Ngonso, Songo, Wungana, Suku, etc. Mais, au fond, j'avoue être un produit de la Congrégation des Frères Joséphites de la mission catholique de Kinzambi, dont le siège est à Kinzambi à un jet de pierre de Kikwit, la grande ville du Kwilu. Une Congrégation fondée le 24 septembre 1937 par un missionnaire jésuite belge, le père Joseph Guffens. C'est à l'ISMY, l'Institut Sainte Marie de Yasa, une école des Frères Joséphites dans le territoire de Masimanimba, que je débute mes années de secondaire. À la lisière d'un bois, nos dortoirs ressemblent à d'immenses hangars. À la tombée de la nuit, à 19:00', précises, dans les années 1960, un frère jésuite donnait un coup de sifflet. Moment de tout arrêter pour nous rendre dans nos dortoirs et nous coucher sur des nattes de raphia posées sur un sol de ciment mais pas avant de nous être mis à genoux et de faire une prière à haute voix implorant le Seigneur Dieu afin qu'il donne la mort au premier ministre du pays Patrice-Émery Lumumba ! Jeunes à l'école catholique dans ce pays de l'artiste-chanteur

Baudouin Mavula, sans que personne ne nous dise rien, nous étions convaincus que Patrice-Émery Lumumba était le diable que Dieu devrait punir sans attendre. La crise dans la capitale Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) bat son plein. Proclamée le 30 juin 1960, l'Indépendance tourne au cauchemar. Le premier ministre a outragé la Belgique. Au siège du parlement, à Léopoldville, devant le roi des Belges Baudouin 1er, Patrice Lumumba venait de prononcer un discours au vitriol non inscrit au programme. (...) Face à cet incident majeur, le clergé catholique a choisi son camp. En pleine guerre froide, présenté comme un pro-communiste, Patrice Lumumba est pour l'Occident l'homme à abattre. Invité à Washington, l'administration américaine lui propose un appui politique contre un appel aux firmes américaines mais Lumumba repousse l'offre. Le Premier ministre veut voir les Congolais bénéficier des richesses de leur pays. « Un manque flagrant de coopération faisant de lui un électron libre à éliminer », écrit Arnaud Zacharie. (...) Le 5 septembre 1960, peu après 20:00', le président de la République Joseph Kasavubu annonce à la radio que Lumumba a trahi la tâche qui lui avait été confiée. Le texte a été rédigé par le ministre belge des Affaires étrangères Pierre Wigny. Kasavubu énumère les griefs retenus contre le Premier ministre et en tire les conséquences : « J'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le gouvernement ». Kasavubu annonce en même temps avoir révoqué des ministres lumumbistes : Rémy Mwamba, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura, Antoine Bolamba, Jacques Lumbala, Antoine Gizenga. Une heure plus tard coup de théâtre : sur les mêmes ondes, à trois reprises, le Premier ministre révoqué annonce, à son tour, avoir démis le président de ses fonctions. La confusion atteint son comble. Le 14 septembre, Joseph-Désiré Mobutu, commandant en chef des forces armées nommé par Lumumba, annonce

(Suite en page 8).

Les cinq gagnants des scrutins de 2006

(Suite de la page 7).

que « l'Armée nationale congolaise a décidé de neutraliser le Chef de l'État, les deux gouvernements rivaux en présence ainsi que les deux chambres législatives. Les politiciens pourront ainsi avoir le temps d'essayer de se mettre d'accord afin de mieux servir l'intérêt supérieur du pays ». (...).

Placé à résidence surveillée sous la garde de l'armée de Mobutu et des casques bleus des Nations Unies, Lumumba s'évade en novembre 1960. Il est retrouvé peu après par un hélicoptère de l'armée fourni par les États-Unis. Arrêté, ramené dans la capitale, extradé au Katanga chez ses pires ennemis, il est assassiné le 17 janvier 1961. Le clergé catholique crie victoire. Mais à Léopoldville, la crise politique s'intensifie. (...).

Si l'annonce de la mort de Lumumba fragilise le gouvernement à Léopoldville, celui-ci cherche à désamorcer la crise en ouvrant des négociations entre les deux gouvernements, menées en mars à Stanleyville par Cléophas Kamitatu Masmamba, un autre originaire du Kwilu, l'un des fondateurs, avec Antoine Gizenga, du parti PSA, le Parti Solidaire Africain. Gizenga accepte les conseils de son frère et regagne Léopoldville. (...).

En 1963, c'est un autre fils du Kwilu, Pierre Mulele qui fait parler de lui dans le pays.

Ancien ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lumumba, Mulele est à Stanleyville, de 1961 à 1964, à la tête du gouvernement Gizenga comme premier ministre. À la base de la création d'un Conseil National de Libération, CNL, Mulele lance une rébellion féroce, les Simba, qui fait sombrer le Kwilu dans des massacres. Deux territoires, Idiofa et Gungu, sont particulièrement touchés. Écoles et couvents des religieux chrétiens dévastés, dignitaires catholiques européens égorgés vif. En juin 1964, la rébellion abat, dans une embuscade, le chef d'état-major de l'armée nationale. Grâce à l'appui de la Belgique et des États-Unis, l'armée gouvernementale



«L'Homme Organe», en tête-à-tête avec le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

parvient à la vaincre. En septembre 1968, Mulele quitte le Kwilu, se rend au Congo-Brazzaville où il trouve refuge. Mais Mobutu lui tend un piège. Il dépêche son ministre des Affaires étrangères Justin-Marie Bomboko Lokumba is Elenge pour négocier le retour de Mulele en lui promettant l'amnistie générale décrétée dans le pays.

Le 29 septembre, en compagnie du ministre Bomboko, Mulele regagne Léopoldville où il est arrêté le 2 octobre. Un tribunal militaire siègeant à huis clos dans un lieu secret condamne à mort « l'héritier spirituel de Lumumba ». Dans la nuit du 2 au 3 octobre, alors qu'il était toujours vivant, ses tortionnaires lui arrachent les yeux, les oreilles, le nez, les parties génitales, lui amputent les membres et jettent le tout dans le fleuve.

Le Congo-Brazzaville n'avale pas cet épisode. S'ensuit la guerre des ondes. Les relations diplomatiques sont suspendues. Dix ans plus tard, bis repetita. La mère de Mulele et l'un de ses fils sont tués à leur tour. Le Kwilu est dans le viseur de Mobutu. (...) Le système électoral congolais est au cœur d'un débat récurrent. Mais la classe politique refuse de l'aborder avec franchise. Avec la grande suspicion qui couve, le courage est mauvais conseiller. Quitte à apprêter des dossiers, à les conserver prudemment dans des tiroirs en attendant qu'un jour arrive.

Parmi les problèmes qui se posent à notre système électoral, il y

a son mode électoral. Quand un pays fait face à une crise économique et financière systémique, que le budget de l'État n'atteint pas les 5 milliards de \$US, son système de santé inexistant tout comme ses infrastructures routières et autres, que la pauvreté et la misère sont légion, qu'est-ce qui explique, hormis l'irresponsabilité politique, que le Congo doive consacrer à ses élections des sommes aussi pharaoniques de plus de 1 milliard de \$US quand dans la sous-région, des pays disposant d'un budget trois ou quatre fois plus élevé à celui du Congo, attribuent quelques millions aux dépenses électorales ? C'est un débat qui aurait dû être mis à l'agenda politique et lancé depuis de longues années. Il aurait réglé nombre d'avatars qui bloquent le pays.

Dans ses meetings populaires légendaires, Mobutu l'aurait abordé et aurait obtenu un consensus. Autres temps autres mœurs ?

Je veux être clairs. Il n'est nullement question d'éviter les élections ou d'enterrer la démocratie. Mais si une élection dénote une volonté d'ouverture démocratique, il en faut plus pour la démocratie. La question de fond consiste à éviter que les élections ne viennent compromettre le développement. Si ce modèle de représentation a pris corps à l'étranger et qu'il est imposé à nos pays par les Occidentaux, nos pays ne devraient jamais oublier les réalités spécifiques africaines. L'Occident n'est arrivé à la démocratie

tant vantée qu'après des guerres, ce qui signifie des contestations, et après des régimes de terreur qui ont permis l'érection de ces pays par la construction des infrastructures.

L'image d'un avion au sol en train de faire le taxi a toujours fasciné mon esprit. Pense-t-on que cet avion peut prendre l'air si, en voulant décoller, les passagers ne restent pas assis, ne se passent pas la ceinture, que certains font irruption dans le cockpit en menaçant le pilote avec une arme ? Nos pays n'y vont-ils pas trop vite dans ce modèle sans s'être assurés le règlement des pré-alables ? Comment imposer un choix de liberté, d'indépendance qu'implique le vote dans la grande misère, dans la grande pauvreté ? Comment éviter les avatars auxquels nos pays font face en permanence ? Il faut se demander si ce système imposé de l'extérieur n'est pas en soi un piège à l'essentiel, à savoir, le développement qui permet au peuple de boire, de manger, de circuler, de se soigner, d'envoyer les enfants à l'école, etc., préalable à tout.

Autre débat du mode électoral congolais : il porte sur la possibilité pour un candidat indépendant d'obtenir un mandat électif. Nul doute, le principe de liste électorale avec plusieurs noms prenant la course offre un avantage aux partis et aux regroupements politiques. Les listes des partis et regroupements multiplient les chances d'obtenir un mandat voire plusieurs mandats alors

que celle d'un candidat indépendant ne comporte qu'un seul nom. Du coup, ce candidat doit s'investir plus que les organisations politiques s'il veut rester dans la course et gagner. Quand le 30 juillet 2006 ont lieu les premiers véritables scrutins du pays, aucun observateur ne donne une chance à un candidat indépendant. Les candidats indépendants avaient même été dissuadés d'aller en course. Pourtant, ces scrutins verront une soixantaine d'élus dans une assemblée composée de 500 députés.

Au fond, j'ai en effet toujours pensé que les élections de 2006 ont porté au pouvoir cinq personnalités. Il y a Jean-Pierre Bemba. Dans l'ex-province de l'Équateur et à Kinshasa, deux fiefs du leader du Mouvement de Libération du Congo créé en 1998, le fait de se réclamer de ce leader fut un plus. Sa rébellion dans la région de l'Équateur où elle avait installé son siège à Gbadolite, menée contre le régime Kabila, avait été perçue généralement positivement dans le pays même si le 24 mai 2007 un mandat d'arrêt international lancé le 16 mai 2007 par la Cour Pénale Internationale de La Haye avait conduit à son arrestation dans sa maison de Waterloo, en Belgique avant qu'un tribunal à La Haye ne le reconnaisse coupable de crimes de guerre (meurtre, viol et pillage) et de crimes contre l'humanité (meurtre et viol) commis en Centrafrique par ses soldats en 2002-2003. Bemba sera condamné à 18 années de prison par la Cour Pénale Internationale avant d'être acquitté le 8 juin 2018. Il aura passé 10 ans derrière les barreaux.

Le deuxième gagnant de ces scrutins fut Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans le Kasai, au centre du pays, terre de naissance de l'homme appelé aussi « l'opposant historique », nul autre candidat, de l'opposition ou, encore moins, du pouvoir de Kabila, ne pouvait être élu s'il n'avait été adoubé par « le Sphinx », autre appellation de Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans certaines circonscriptions du pays, il suffisait « d'avoir été vu avec lui, pendant

la campagne », pour engranger des voix. Le troisième homme est Joseph Kabila Kambange. Dans nombre de fiefs du Sud-Est du pays, dans l'espace swahiliphone, au Kivu et dans le Katanga, se réclamer du président de la République, apportait des voix même si le bilan du pouvoir n'était pas brillant. Chef du plus ancien parti politique du Congo, le Parti Lumumbiste Unifié proche du communisme, créé le 24 août 1964, Antoine Gizenga Fundji a fait élire dans l'ex-Bandundu. Dans des villages profonds du Kwilu, ce compagnon de Patrice Lumumba dont il fut vice-Premier ministre sans fonctions en 1960 et Premier ministre de la République libre du Congo en 1961 avec siège à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), est vénéré par des personnes de la tranche d'âges avancés. Sa fuite de Léopoldville à Stanleyville après l'arrestation et l'assassinat de Lumumba, son arrestation et son emprisonnement à Bula-Mbemba de janvier 1962 à juillet 1964, la rébellion de Pierre Mulele en 1964 dans le Kwilu et son long exil de 1965 à 1992 après ses ennuis avec Mobutu, ont fait de lui une icône. Dans le territoire de Gungu dont il est originaire, dans celui voisin d'Idiofa, dont fut originaire son partisan le plus fiefé Pierre Mulele, l'influence de son ethnie Pende et celle des Ambuun de Mulele, pèse dans les calculs.

Le cinquième homme de ces scrutins est le candidat indépendant.

Quand un groupe de jeunes étudiants de ma contrée me rend visite à l'hôtel Inter-Continental où, après mes années d'exil, je loge et me demande de m'engager dans la politique en prenant la course aux législatives, je suis un peu stupéfait. La politique pour quoi faire ? Dans quel but ? J'ai dans la vie ce qu'il me faut. Une entreprise qui me permet de boucler mes fins du mois. J'ai trois ou quatre maisons où je me rends quand il m'arrive de me mouvoir. J'entends ce que m'a dit un jour un des responsables de Reuters venu de Londres pour une visite à Kinshasa.

-« Monsieur Kin-

kiew, dans la vie, je n'ai besoin de d'un lit pour me coucher... Pourquoi se soucier ? »

Mais quand je pousse plus loin la réflexion, je m'aperçois que finalement, il ne s'agit pas de moi ! Il s'agit des miens. Il s'agit de la population ; il s'agit du Congo ! Comment aider les miens, comment aider la population, comment aider le Congo si on ne s'engage pas en politique et si on n'essaie pas d'inventer quelque chose ? Ne s'agit-il pas d'un pays où tout est politique ?

Et, cette phrase qui conclut tout connue de tous du Comte de Montalembert (1810-1870) : « Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous tout de même ». Ma décision est prise : je me lance mais je décide de faire le choix de n'adhérer à aucun parti politique. J'irai aux législatives comme candidat indépendant et dans la circonscription de Masimanimba, au Kwilu.

Je pars d'une analyse simple. Certes, j'habite Kinshasa, dans la commune de Ngaliema. Dans la capitale, j'ai le choix entre deux circonscriptions où je crois disposer de solides ancrages : La Lukunga qui comprend six communes - Barumbu, La Gombe, Kinshasa, Kintambo, Lingwala, Mont Ngaliema. Cette dernière est ma commune de résidence. Il suffit de m'y mettre. Aucun doute de lever un siège. L'autre est la Tshangu composée de cinq communes : Kimbanseke, Maluku, Masina, Ndjili et Nsele. Une circonscription majoritairement peuplée de ressortissants du Grand Bandundu, du Kwilu et de Masimanimba. Mon nom est bien connu chez les miens et chez d'autres. Dans un pays où dans une élection, la sociologie est une référence, il n'y a aucun doute : je n'aurais aucun mal à gagner un nombre de voix suffisant pour être élu.

Mais je pousse plus loin ma réflexion. La campagne électorale est un moment d'identification et de reconnaissance. C'est le moment de promesses par le déploiement d'un rêve, d'une vision d'avenir. Si j'ai une vision pour la société congolaise

(Suite en page 9).

Qui a donné la mort à l'Homme Organe

(Suite de la page 8).

et puisque j'en ai une pour ma société, faut-il déployer celle-ci dans une capitale relativement développée ou dans l'arrière-pays qui vit des conditions infra-humaines ? Puisque ces scrutins s'annoncent comme les premiers véritables scrutins libres et indépendants depuis l'accession du pays à l'Indépendance, ne faut-il pas tenter de faire rêver les miens ? Je suis à 90% Mbala et 10% Yansi. Je suis originaire du secteur de Kitoy par ma mère et de celui de Mokamo par mon père. Deux secteurs de Masimanimba où le nom de mon père « Ngundu Koyi » ou « Ngundu Sala Koyi » est trop connu. Ne sont-ce pas des atouts que nombre de candidats ne peuvent avoir ? Ma décision prise est irrévocable. Je me présenterai comme candidat indépendant à ces premières législatives libres et ouvertes d'après-indépendance. Mais je veux être utile. Donc, je me présente dans Masimanimba convaincu qu'en déployant une vision, je vais faire bouger mon territoire d'origine. Quand je lance ma campagne, celle-ci est à la fois forte et originale que très vite la population me trouve un surnom. C'est « Ya Khala » en langue Mbala (l'ainé/le Grand Crabe), ce crustacé de nos cours d'eau difficile à capturer par les mamans quand elles vont en campagne de pêche. D'autres me préfèrent « Ngunlungu Sidu Muneni » en langue Mbala, le gros animal de nos savanes susceptible d'être consommé sans fin par la contrée. D'autres encore optent pour la langue Kikongo parlée dans la partie Ouest du pays. Ils m'appellent « Bakala Ya Ngolo », l'homme fort. Nul doute, Masi-manimba a fort envie de son fils. C'est logiquement qu'aux élections du 30 juillet 2006, je suis élu député national sur 8.755 candidats. Je suis candidat indépendant élu sur 702 candidats indépendants inscrits à travers le pays. Au total, 63 députés indépendants ont été proclamés lors de ces législatives. Dans ma circonscription de Masimanimba, je

figure sur une liste de six élus dont quatre viennent du PALU, le Parti Lumumbiste Unifié. Au Kwilu, nul doute, Antoine Gizenga a raflé la mise. Avec des collègues et amis députés indépendants, j'ai constitué le groupe parlementaire politiquement le plus puissant, le GPI, Groupe Parlementaire des Indépendants que je préside. Composé de personnalités clé venant de tout le pays, on y compte notamment Baudouin Banza Mukalayi Nsungu, Katanga ; Athanase Matenda Kyelu, Maniema ; Modeste Bahati Lukwebo, Sud-Kivu ; Christophe Mbozo Nkodia Pwanga, Kwango ; Alexis Thambwe Mwamba, Maniema ; Raymond Tshibanda N'tunga Mulongo, Kasai. J'ai accompli tout mon mandat à l'Assemblée nationale où j'ai également été élu président du Caucus du Grand Bandundu avant d'en confier la présidence au patriarche Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube qui le désira tant puisqu'un jour, il m'apostropha en public, lors d'une plénière, en ces termes : « Kin-kiey, moi, ton Vieux, je suis encore là, en vie. Et toi, tu présides le Grand Bandundu. Faut me donner cette présidence... Tu la prendras après moi... ». Aux prochaines législatives du 28 novembre 2011, je me présente à nouveau dans mon fief à Masimanimba où je suis réélu. Cette fois, le PALU ne compte qu'un député sur les six de la circonscription. Nul doute, le PALU, qui a été aux affaires pendant toute la législature passée, n'a pas réussi à faire rêver. Ce parti, l'un des plus anciens du pays, a entamé sa descente aux Enfers. Après la mort de Gizenga le 24 février 2019 à Kinshasa, le PALU est fracassé comme nul autre parti à ce jour. Chacun des prétendants à la succession de l'icône lumumbiste s'arrache sa part du gâteau laissé mais l'homme qui a le plus marqué ce parti en prenant la succession de Gizenga à la tête du Gouvernement, à savoir, Adolphe Muzitu Fumunsi qui fut ministre du Budget, a senti le navire cha-

virer et l'a quitté en prenant ses cliques et ses claques. (...).

« JE VOUS LE DIS AVANT DE LE DIRE AU CHEF ». Il est connu comme « l'homme qui avait mangé de la tomate et de la salade crues avant l'indépendance ». Le 24 avril 1990, au lendemain du discours « comprenez mon émotion » de Mobutu, Henri Dionga qui s'est baptisé Kitenge Yesu Nz., est co-fondateur du FCN, le Front Commun des Nationalistes, parti politique se réclamant de l'opposition. Certains ont présenté ce parti comme une création du maréchal en fin de course. Kitenge Yesu s'y trouve avec son mentor Antoine Mandungu Bula Nyati, sans doute une puissance dans le cercle restreint de Mobutu et avec Me Gérard Kamanda Wa Kamanda qui fut successivement Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité Africaine, OUA, et plusieurs fois ministre ou Vice-premier ministre en charge de la Justice, en charge de l'Intérieur, en charge des Affaires étrangères, ministre de la Recherche scientifique. Après un passage à l'opposition radicale à Limete dans l'USORAL, Union Sacrée de l'Opposition Radicale (avec l'UDPS) et, après le départ de Jean Nguz Karl i Bond, Kitenge Yesu est nommé ministre de l'Information. Formé dans les pays communistes, c'est un homme de roc. Il dit en avoir tout vu dans la vie. Kitenge Yesu va jouer un rôle clé auprès de Mobutu à son dernier souffle. Le maréchal qui redoute l'indépendance d'esprit et les coups de boutoir de cet homme, en profite pour mettre à l'épreuve ses généraux en les dirigeant vers lui quand ils veulent l'affronter. Le maréchal cherche à atténuer la maladie en état avancé qui l'emportera. Il est si convaincu des choix que Kitenge Yesu opère qu'il ne s'offusque de rien quand il lui envoie des têtes brûlées. Reparti en Belgique après la chute de Mobutu, revenu au pays après le Dialogue inter-congolais, Kitenge Yesu renoue avec la politique mais fait ses adieux publics quand il sent

que le groupe auquel il appartenait, celui de Léon Kengo wa Dondo, l'a trahi. S'il prend le chemin de l'ancienne puissance coloniale où vit sa famille, Kitenge Yesu resurgit les 8 et 9 juin 2016 à Genval, dans la banlieue de Bruxelles. C'est là que des opposants anti-Kabila mettent en place le RASSOP, Rassemblement des forces politiques et sociales de l'opposition acquises au changement en République Démocratique du Congo. Kitenge Yesu venait ainsi publiquement de signer son retour à la politique. Deux structures forment le RASSOP, un Conseil des sages où siègent des représentants des partis politiques présidé par Étienne Tshisekedi wa Mulumba et une Coordination des actions. Kitenge Yesu y est membre. À 84 ans, l'opposant éternel (anti-Mobutu, anti-Kabila père, anti-Kabila fils) s'annonce pour la deuxième fois à la présidentielle de 1998. Mais il est fatigué et malade. Depuis deux ans, il séjourne en Belgique pour des raisons de santé. C'est là, face à la détérioration de la situation politique au Congo avec le report des élections, que des membres de l'opposition avec en tête Soriano Katebe Katoto et le G7, un groupe de sept partis politiques coalisés, le rencontrent pour constituer ce rassemblement anti-Kabila. Soriano Katebe Katoto, l'ex-homme d'affaires du Katanga sous le régime Mobutu avait fait parler de lui au Dialogue inter-congolais. D'abord à Gaborone au Botswana, ensuite à Addis-Abeba en Éthiopie, puis à Sun City, en Afrique du Sud. Soriano Katebe Katoto manifeste une ambition politique réelle. Il constitue un groupe d'hommes politiques partisans qui compte Gérard Kamanda wa Kamanda, Joseph Olenghankoy Mukundji, Justine M'Poyo Kasa-Vubu. Il est l'un des vice-présidents de l'ASD, Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais formée à Pretoria au lendemain de l'annonce de l'accord pour la formation d'un Gouvernement intervenu entre l'une des rébellions, le MLC de Jean-Pierre Bemba

et le gouvernement de Kabila. L'ASD qui compte en son sein notamment l'ex-rébellion du RCD-Goma soutenue par le Rwanda, est présidée par Étienne Tshisekedi wa Mulumba. (...). De toute l'histoire de l'opposition congolaise, le RASSOP qui vit avec l'appui du Gouvernement belge et de certaines puissances occidentales, financé par l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, riche demi-frère de Soriano Katebe Katoto, apparaît comme la machine pouvant cette fois véritablement défier le pouvoir. Le RASSOP fait sa première démonstration de force lors d'un meeting le 31 juillet 2016 à Kinshasa, le long du boulevard Triomphal noir de monde avec le retour dans la capitale d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Désormais, de l'avis des observateurs, les années Kabila se comptent au passé. Mais, évacué fin janvier 2017 en urgence en Belgique, le chef de l'opposition s'éteint le 1er février dans un hôpital à Bruxelles à la suite d'une embolie pulmonaire. Craignant des troubles dans le pays, Kabila traîne à autoriser le rapatriement du corps de l'opposant. Très affaibli par cette disparition, le RASSOP qui n'avait pas prévu la succession à sa tête, vit sous le choc alors que les élections approchent à grands pas. C'est là qu'entre en jeu « l'homme de roc ou de choc » qui met en place une stratégie gagnante. Alors que le corps de l'opposant historique gît encore dans un funérarium en Belgique, à Kinshasa, celui qui est aussi Grand Maître de la franc-maçonnerie congolaise de la Grande Loge nationale du Congo du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, est à la manœuvre. En mars 2017, Kitenge Yesu réussit un coup de génie : il écarte Pierre Lumbi Okongo de la course des prétendants. Il confie à l'ex-Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila qui a rallié Moïse Katumbi Chapwe, le poste de président du Conseil des sages. Kitenge Yesu impose le fils du « Sphinx », Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête du Rassemblement comme

président, poste qui n'avait été prévu par aucun texte. Le jour de l'investiture du nouveau président du RASSOP, c'est Kitenge Yesu qui actionne le protocole quand chacun retient son souffle. Certes, Kitenge Yesu est retourné à nouveau en Belgique. Il ne prend part ni à la réunion de Genève dont il se méfie des fondements comme des résultats attendus mais qu'il observe de loin, ni à la campagne du candidat du CACH, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Jeudi 24 janvier 2019, Kitenge Yesu est à la tribune d'honneur dans les jardins du Palais de la Nation lors de l'investiture du nouveau président de la République. Il avait rejoint Kinshasa la veille. Depuis, l'homme a repris sa place dans le cercle restreint du nouveau pouvoir qui lui reconnaît toute sa puissance. Ce 8 août 2019, Kitenge Yesu débarque avec le régulier de la compagnie belge SN Brussels qui rapatrie le corps de sa femme, Bateme Bibi Sophie Martine Marie Victoire « endormie » dimanche 28 juillet à Bruxelles. Avec le Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwakanyiginy Nkingi et le conseiller principal du Président de la République au collège de la Culture et des Arts, Théophile Tshilumba, je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djili. Je vois un Kitenge Yesu physiquement défait. Je reste à ses côtés pendant ces jours de deuil. Samedi 10 août, devant tous les leaders du Kasai rassemblés à la Cité des Anges, au 35, avenue ex-Haut Commandement, il me fait l'honneur de me remettre un long et poignant texte. La lettre posthume qu'il a écrite à sa reine et dont, face à la reine « endormie » devant tous, je donne lecture. Au cimetière Entre Ciel et Terre, ce dimanche 11 août, quand tous les leaders politiques sont priés de garder leurs places dans les tribunes, Kitenge Yesu me prend par la main et me tire à ses côtés. Avec ses enfants et Jacques Tshimbombo Mukuna qui conduit le programme, nous nous levons. En un groupe familial fermé, nous

avançons avec le cer-cueil à pas de tortue vers la tombe qui va recevoir le corps de la reine. Ce lien avec celui qui m'appelle « mon fils » quand je réponds « mon père », me marque à jamais. Que dire des rapports qu'entretient Kitenge Yesu avec le président ? « L'homme Organe » comme l'a surnommé le chef de l'État ou « l'homme Oracle », a le contact direct avec le président avec lequel il s'entretient au téléphone tous les deux jours, d'où il reçoit mission de déminer tous les dossiers sensibles. En février 2011, devant témoin, il reçoit la charge d'annoncer avec force en sa résidence son destin à l'informateur Modeste Bahati Lukwebo. Bahati prendra la tête du Sénat. Qu'il oublie de rêver d'être premier ministre et cesse de mobiliser des comités de soutien dans sa province. Puis de le menacer : « Sachez que si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout » ! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre. Il ira à la chambre haute. Au lendemain de la cérémonie de remise et reprise entre le président sortant et le président entrant qui a lieu le 25 janvier 2019, survient une période d'incertitude. Comment le gouvernement va être formé ? Qui va être nommé Premier ministre ? Kitenge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me fait venir à son bureau à la Cité de l'UA, relancé avec détermination par un membre proche du cercle fermé du président de la République rencontré à l'entrée du bureau, je pose d'emblée une question au chef de l'État en référence à l'article 78 de la Constitution, je cite : « Le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ». La réponse est directe : « Bien sûr, Prof (comme il m'appelle, ndr). Le vieux Kitenge Yesu va être chargé de cette mission. Vous serez de la

(Suite en page 10).

Deux hommes clés quittent la scène

(Suite de la page 9).

partie... ». En sortant du bureau du Chef de l'État et, sans perdre une minute, j'en fais part au Directeur du bureau du président de la République (...). Je veux m'assurer du suivi de ce dossier. J'en informe aussi Kitinge Yesu. Mais le dossier échoue lorsqu'une réunion tenue à Kingakati du 4 au 6 mars 2019 annonce, par un communiqué conjoint, que le FCC et CACH se sont mis d'accord pour mettre en place une coalition de gouvernement. (...). Le jour même de la diffusion de ce communiqué, Kitinge Yesu avec qui j'étais au téléphone cinq ou six fois par jour parfois à des heures indues, me fait venir en catastrophe à son bureau (...). Quand je fais mon entrée dans son bureau, je vois posés sur sa table de travail un billet d'avion SN Brussels, un passeport et, à même le sol, une petite valise à roulettes. Je l'interpelle sur ce que je vois. - « Je pars, mon fils », me dit-il. - « Mais où ? Et pourquoi aujourd'hui ? » Occupé à ranger ses dossiers sur la table, Kitinge Yesu est muet. Je suis sous le choc en voyant cet homme partir à nouveau. Je soupçonne une mauvaise humeur après la publication du communiqué de Kingakati. Mais je me sens heureux qu'il décide de rejoindre son QG familial où habitent son épouse, ses enfants, ses petits-enfants. Cette nuit-là, alors que son avion vole vers Bruxelles, le président de la République rend publique une ordonnance signée le 6 mars portant nomination de son cabinet. Kitinge Yesu est nommé Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République. Dans ces fonctions, Kitinge Yesu relève des Services personnels du Président de la République. Je lui fais aussitôt un message qu'il découvre à l'arrivée de son vol. Je pressens ce grand retour samedi 30 mars 2019 quand un homme qui lui est si proche organise un banquet en sa résidence à Binza Pigeon, avenue Kanan-ga, pour fêter la no-

mination. En 1990, c'est cet homme qui fit son entrée dans l'hémicycle pendant la Conférence Nationale Souveraine, CNS. Une pile des dossiers sous le bras. Alors que Mobutu est traîné dans la boue par l'opposition et est traité de tous les noms, le patron de la sûreté nationale, SNIP, ancienne appellation de l'actuelle ANR, Jacques Tshimbombo Mukuna en a marre. Il menace d'ouvrir la boîte de pandore. Il veut éventrer le boa. Il promet qu'on y verra qui a été traité par lui et qui ne l'a pas été. Le lendemain, la plénière de la CNS est clairesmée. Ce samedi 30 mars, tout le Grand Kasai est là. Pour Jacques Tshimbombo Mukuna, c'est « toute la République » qui s'est déplacée à son domicile pour fêter l'événement. Que l'on soit du FCC ou du CACH, tous sont présents. Peu avant qu'une pluie diluvienne ne tombe sur la ville et ne tente de détruire la rencontre, Kitinge Yesu se réjouit : « Ce soir, la République n'est ni à Kingakati, ni à la Cité de l'Union Africaine (où le nouveau président a trouvé un logement provisoire quelconque, ndr). Monsieur le Président de la République honoraire Joseph Kabila, si vous cherchez la République, elle est ici. Monsieur le Président de la République, Chef de l'État Félix Tshisekedi, si vous cherchez la République, vous savez où elle est. Ici se trouvent le FCC, le CACH. L'Ensemble est ensemble avec nous ici... ». Puis : « Ce soir, je suis le Haut Représentant, sans coloration ni formules mathématiques complexes ! Ma mission, c'est assembler pour la Nation, au nom du Président de la République pour la Paix. Majorité, coalition, cohabitation, n'ont pas tellement de signification pour moi. En Afrique, les Mânes de nos Ancêtres, avec en tête Afra, le Saint Patron de l'Afrique, recommandent que celui ou ceux qui ont gagné les élections assemblent. Qu'elles soient législatives, sénatoriales, présidentielles. L'Afrique de part en part a échoué pour avoir transgressé ce prin-

cipe immémorial. Le Parlement et le Sénat ne réussiront rien sans le Président de la République. Par voie de conséquence, Lui non plus ne réussira rien sans les autres. Mettons de côté les calculs, voyons le peuple, dont certains d'entre nous parlent peu. Je refuse et je récuse une confrontation entre Kabila et Tshisekedi ». Puis, il demande à l'assistance de lui dire le nom du plus grand parti du Congo. « Le plus grand parti politique de la RDC se nomme Misère. Qui en connaît le comité directeur et le président ? J'avoue sincèrement que je ne sais pas, vous non plus d'ailleurs. Et pourtant, ce parti couvre les 2 millions et demi de km2 de notre pays. CACH et FCC doivent travailler la main dans la main sans calcul ni calcullette ». Il cite l'égérie partie, Mpongo Love pour qui « il n'y a pas de machine à calculer les amours. CACH et FCC doivent être l'addition de convergences des combats communs, des objectifs communs, nobles dans la noblesse. Tout cela dans la sagesse. Oui, sagesse d'abord car la sagesse est la boussole de la vie ». Puis : « Du Libéria, on dit : « si vous avez compris quelque chose sur le Libéria, c'est qu'elle vous a été mal expliquée ! Évitez que l'on dise la même chose de la RDC ». Jacques Tshimbombo a ces mots : « Notre devoir de reconnaissance envers le Président de la République est d'autant plus important que la fonction confiée à notre frère lui permet d'occuper une position protocolaire élevée au sein de l'État (...). Ce qui est arrivé à notre frère et ami Yesu est, à vrai dire, le fruit du rôle qu'il a joué dans l'ombre auprès de celui qui, sans que personne ne sache rien, allait inexorablement devenir le Président de ce pays. Yesu a cru de façon inébranlable en Félix. Voilà ce que procure la fidélité à une personne et la foi en elle ». Il poursuit : « Le Président de la République a misé sur un cheval gagnant. Yesu est un oiseau rare comme en témoigne sa très riche trajectoire politique. Il n'a pas été que grand commis de

l'État. Il demeure un grand homme d'État. Le voilà rattrapé aujourd'hui par la politique, lui qui croyait s'en être éloigné pour toujours ». (...). L'homme à l'honneur reprend la parole. Il fait une repartie par une note d'humour : « Quand j'ai amené le Grand Kasai chez le Président de la République le 4 février, personne ne m'a demandé mes coordonnées. Ce soir, je constate qu'il y a une forte demande et je me suis préparé en conséquence. Les cartes de visite du Haut Représentant vous ont déjà été distribuées ». Et, fin des fins : « Lorsque je faisais le tour des tables, quelqu'un m'a dit : « Vous êtes notre fenêtre sur la Présidence ». Au lieu d'une fenêtre, c'est une porte qui restera toujours ouverte. Et, je compte sur vous. Je travaillerai avec vous. Travaillons ensemble. Soyez réceptifs à mes sollicitations. Que mon message parvienne à qui de droit (au pluriel) et qu'il soit entendu. L'assistance ici présente leur sait gré ! ». Sacré Tomatier ! Ses nouvelles fonctions en mains, il se déploie comme jamais auparavant. Ses tweets au style cinglant font fureur. (...). En vérité, je n'ai pas vu un homme autour du Président qui pouvait opposer à Kitinge Yesu un point de vue qu'il ne partageait pas. Lors des négociations présidentielles du Palais de la Nation et de la constitution de l'Union Sacrée de la Nation, il est rangé au premier plan. C'est lui et lui seul qui constitue les listes et les fait parvenir à la présidence de la République. Sa connaissance de la scène le met en position de porter des jugements clés. Mars 2021. Il n'avait jamais à ce jour été autant sollicité par les acteurs politiques nationaux comme par les chefs de missions diplomatiques. Il n'avait jamais à ce jour autant multiplié les initiatives. S'il ne quitte pas une posture qui consiste à se mettre loin des affaires publiques, Kitinge Yesu s'installe jour après jour dans son rôle de Haut Représentant et d'Envoyé Spécial du Président de la République. Il est comme jamais au cœur de la

stratégie présidentielle. Outre des rencontres avec des chefs des missions diplomatiques qui lui rendent continuellement visite à son domicile sur les hauteurs de la ville comme à son cabinet, non loin de là, dans le quartier américain de Gulf, il dépense sans compter son temps à recevoir diverses personnalités politiques sous divers formats. En plein dans sa fonction, il travaille à débayer la voie en vue de faciliter la réalisation d'une vision politique déclamée par le Chef de l'État. Il ne cesse de me dire « mon fils (comme il m'appelle), tu vas voir le résultat ». Il m'apprend qu'une importante délégation de personnalités de son ethnie Songyé (Sud-Est), lui a rendu visite, que l'ancien chef de renseignement Kalev Mutondo a, dans le plus grand secret, franchi les deux portails de fer gardés de sa résidence. Recherché par la justice dans un procès à rebondissement lié aux droits de l'homme, Kalev Mutondo est venu solliciter l'intervention du Haut Représentant espérant qu'il trouverait porte ouverte au Palais de la Nation. Aussi incroyable politiquement que cela puisse paraître, l'homme qui venait de conduire le jeu électoral m'assaille de visites à domicile. Il a appris mes liens avec « mon père » dont la ville parle. Il veut la Primature. Je suis abasourdi. Il explore que je l'amène voir Kitinge Yesu. Je reste muet. Face à la multiplication des appels, je finis par l'y amener trois fois en ayant donné mon avis sur cette démarche surréaliste. Dimanche 21 mars, ce sont onze députés provinciaux sur les vingt qui forment l'Assemblée provinciale du Lualaba (capitale Kolwezi, l'une des provinces du Katanga démembré) connue pour être l'un des fiefs kabilistes avec le Tanganyika dirigé alors par Zoé Kabila Mwanza Mbala, le jeune frère de l'ex-président, qui franchissent les deux portails. Ils annoncent, depuis cette résidence, leur adhésion à l'Union Sacrée de la Nation (...). Kitinge Yesu poursuit cette gymnastique avec une délégation de députés du Grand Bandundu, les trois provinces du Kwilu, Kwango et Mai-Ndombe, conduite par le Directeur général de la DGDP, la Direction Générale de la Dette Publique, Laurent Batumona Nkhandi Kham, coordonnateur des FPAU, les Forces Politiques Alliées de l'UDPS dont Kitinge Yesu est l'Autorité Morale. Je n'ai jamais oublié ce jour où il parvint à réunir dans sa maison, sur les hauteurs de la ville, les leaders irréconciliables de la province du Sankuru. Dans l'histoire, ce moment restera le plus remarquable. (...). Le fils ne partait jamais en voyage sans le dire à son père. Sur le chemin de l'aéroport, il me faisait toujours venir à son domicile pour me saluer et me souhaiter « bon voyage, mon fils ». Puis : « reviens vite mon fils ». Grande fut ma douleur lorsque contraint et forcé par une invitation pour une dose de Covid-19, j'arrive à Bruxelles le samedi 29 mai 2021 et que lundi 31 mai au matin, un coup de fil retentit sur mon téléphone. Il vient d'un homme proche du Président de la République. L'homme m'explique qu'il a une terrible nouvelle à m'annoncer avant qu'il ne la donne au Président de la République. « Je vous informe avant d'en informer le Chef... », me dit-il. C'était la disparition de Kitinge Yesu que deux jours auparavant, j'avais été saluer à son domicile sur le chemin de l'aéroport! (...). Sous le choc, je décide d'appeler Jacques Tshimbombo Mukuna pour lui dire qu'ayant appris la terrible nouvelle, j'ai décidé d'abréger mon séjour pour retourner au pays le surlendemain jeudi 3 juin. Réponse surprenante de Tshimbombo clairement surmené : « Tryphon, tu m'as laissé toute la charge de ton père. Tu reviens jeudi soir. Jeudi midi, j'aurai enterré ton père. Tu iras le voir au cimetière ». Lors des derniers hommes que lui rend la classe politique dans la cour de l'hôpital du Cinquantenaire devant le Président de la République arrivé en compagnie de son épouse, l'ancien

ministre du Budget François Mwamba Tshishimbi qui coordonne le Comité présidentiel de veille stratégique au bureau du Président de la République, loue « les qualités managériales de ce fin stratège entré en politique à l'âge de 17 ans ». Il décrit Kitinge Yesu comme « un organe tant il fut le cerveau moteur des stratégies politiques ayant abouti à la création de l'Union Sacrée de la Nation pour porter la vision du Président de la République ». Tshimbombo a ces mots : « Kitinge Yesu était un commis de l'État, loyal et inflexible. Il était l'épée et le bouclier du Président de la République ». À mon retour ce jeudi-là aux heures de 19:00', je ne comprends toujours rien à ce qui était arrivé à cet homme que j'avais laissé en parfaite santé. Un homme qui, en période de crise de Covid-19, essayait tous les médicaments, y compris la fameuse poudre préventive des plantes découvertes à Madagascar que le président malgache Andry Rajoelina lui avait envoyées et dont il me remit quelques sachets. Kitinge Yesu ne donnait plus la main à ses visiteurs, ne quittait plus son masque en public, se désinfectait sans cesse les mains. Je voulais attendre quelques jours pour me ressaisir avant d'aller à la rencontre de Tshimbombo pour qu'il me dise ce qu'il s'est passé et comment cela s'est passé. Mais le 24 juin au matin, je reçois un message que Jacques s'est éteint dans la nuit. Il s'agit bien sûr d'un fake news comme il y en a tant sur les réseaux sociaux. Pourtant, ce fut un autre coup de tonnerre en moins d'un mois. Le proche entourage du Président est à nouveau frappé et comment ! Terrible ! Lundi 5 juillet à ces obsèques, je suis présent. Je suis assis deux rangées derrière le Président de la République et son épouse clairement marqués par des morts en série. Je ne comprends pas ce qu'il se passe et pourquoi. Dans le plus proche entourage présidentiel, une page est tournée. (...).

Un aéronef sorti de piste bloque l'activité commerciale à l'aéroport de N'djili pendant 48 heures

Un avion cargo de la compagnie aérienne Serve Air Cargo, propriété de l'Indien Harish Jagtani également propriétaire de la société Modern Construction, a bloqué dimanche 6 avril et lundi 7 avril l'exploitation commerciale sur la piste de l'Aéroport International de N'djili, FIH.

DES VOLS DEPUIS L'EUROPE ANNULÉS.

L'aéronef, en provenance de l'arrière-pays venait de faire un atterrissage mais a terminé celui-ci par une sortie de piste. Ce grave accident est intervenu dimanche et le lendemain lundi 7 avril, aucune desserte depuis une capitale européenne n'avait pu avoir lieu. L'Airbus 330-330 SN Brussels Airlines (SN 357 BRU-FIH) qui avait embarqué une centaine de passagers à l'aéroport international de Zaventem à Brussels est resté cloué au sol pendant plusieurs heures attendant que l'aéronef de Serve Air Cargo accidenté soit dégagé, et que l'autorisation de décollage soit donné à l'Airbus 330-330 SN Brussels Airlines.

Le vol SN 357 a fini par être annulé et les passagers pris en charge et logés dans des hôtels dans les environs de l'aéroport bruxellois.

La veille dimanche, certes, les avions Brussels Airlines et Air France avaient pu atterrir sur la piste de N'Djili et décoller mais à certaines conditions, a-t-on appris : pour des raisons de sécurité au décollage tout au moins, les avions devraient être « relativement légers ».

Le lendemain, un vol Ethiopian Airlines en provenance d'Addis-Abeba, en Éthiopie, a pu cependant atterrir aux heures de midi et a redécollé sans problème.



Le crash d'un vol de Serve Air Cargo intervenu dimanche 6 avril à N'Djili a bloqué deux jours durant l'activité commerciale de la piste. DR.



ou non être dangereux », a expliqué une source à la direction de l'aéroport international de N'djili. « Le non-décollage de l'Airbus de SN Brussels Airlines depuis Zaventem-Brussels peut également trouver une explication dans les mesures strictes appliquées dans l'espace aérien européen », a ajouté une autre source ayant requis l'anonymat. Qu'est-ce qui a pu expliquer la sortie de piste de ce cargo ? L'état défectueux de

la piste ? « Rien de tout cela », répond le Commandant de l'Aéroport International de N'djili, Michel Otshudi Okitandjo. « La piste est parfaite et s'il y avait le moindre problème, les avions des compagnies internationales n'auraient jamais ouvert une escale », poursuit-il. Selon des éléments de sa biographie, l'Indien Harish Jagtani a atterri à Kinshasa à 20 ans. En 1995, il travaille pour Ganesha, une société

d'importation dirigée par un commerçant indien. Moins de dix ans après, « fort de ses succès commerciaux », le jeune Indien « crée » une première compagnie Services Air dont il est « actionnaire et président du Conseil d'administration ». « En 2003, il n'était pas riche, il vivait dans un appartement de deux chambres dans l'un des immeubles occupés par les Indiens près du grand marché, c'est la poubelle de Kinshasa », raconte un familier.

Un autre assure que « Harish a commencé comme un simple employé, sa mère avait un service traiteur pour nourrir les commerçants indiens de la capitale ».

QUELLE SANCTION ENCOURT LA SOCIÉTÉ?

Mais Services Air - qui deviendra plus tard Serve Air « décroche un marché exceptionnel, celui des élections de 2011. Aux côtés des avions des armées angolaise et sud-africaine, deux régimes à l'époque

alliés de Joseph Kabila, Services Air assure le déploiement du matériel pour ces scrutins. (...) Un ancien haut responsable de l'État se souvient du montant « astronomique » des factures présentées par Services Air. « C'était Augustin Katumba Mwanke lui-même - à la fois conseiller officiel du jeune chef de l'État congolais et architecte de son régime décédé peu après, le 12 février 2012, dans un crash d'avion- qui appe-

lait pour demander le paiement de ces arriérés », confie ce dignitaire. « Serve Air est aujourd'hui la meilleure compagnie de fret du pays avec plus d'une dizaine d'avions et 200 millions de \$US de chiffre d'affaires », assure un familier de Harish Jagtani. Reste des questions qui restent à se poser. Un avion fait un accident sur une emprise aéroportuaire bloquant le trafic aérien pendant plusieurs heures comme c'est arrivé à N'djili dimanche et lundi, pénalisant l'activité commerciale sur l'aéroport, la compagnie aérienne n'encourt-elle pas une sanction ? Au fait, quelles sanctions encourt une compagnie aérienne en cas de préjudice subi par l'aéroport ? Que peuvent, en l'espèce, avoir prévu les textes ? Ou que peuvent-ils n'avoir pas prévu ? La Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, aurait-elle continué à pleurnicher si le blocage de l'aéroport avait continué trois ou quatre jours, par exemple ?

ALUNGA MBUWA ■

Le milliardaire Elon Musk et Tesla en voie d'atteindre un point de rupture

Tesla est loin de l'époque où elle était l'une des entreprises préférées de Wall Street. Il est loin le temps où sa valorisation boursière dépassait les 1.000 milliards de \$US à la fin 2021 et où tout indiquait que le géant de la voiture électrique était invincible.

À l'époque, il battait des records de production et de livraison, tandis que ses actions grimpaient pour amener l'entreprise au niveau de géants tels qu'Apple et Amazon.

Les constructeurs chinois de véhicules électriques ont baissé leurs prix, ce qui a affecté la demande de voitures Tesla, et les récents licenciements annoncés par son propriétaire Elon Musk n'ont pas été bien accueillis par le marché.

Certains des problèmes de l'entreprise ont commencé en octobre, lorsque Elon Musk a averti que la demande commençait à ralentir. Et lorsque son principal concurrent, le géant chinois BYD, a dépassé Tesla en tant que premier vendeur mondial de voitures électriques au cours du dernier trimestre de 2023, les choses ne se présentaient pas sous les meilleurs auspices.

Des annonces telles que des réductions de production à la Gigafactory de Shanghai et des problèmes liés à la production du Cybertruck et des voitures autonomes n'ont pas contribué à améliorer l'ambiance.

Des analystes et des investisseurs estiment que si la construction d'un véhicule entièrement autonome est cruciale pour les perspectives de Tesla, la fabrication d'une voiture électrique abordable est importante pour stimuler la croissance aujourd'hui.

Les récentes nouvelles ne sont pas positives pour l'entreprise américaine après la publication de résultats inférieurs aux attentes des analystes du marché. Depuis sa création



La firme Tesla du milliardaire Elon Musk fait face à une forte concurrence de la part d'autres grandes marques et, en particulier, d'entreprises chinoises. DR.

en 2003, l'histoire de Tesla a toujours connu des hauts et des bas. Beaucoup se demandent s'il s'agit d'une nouvelle crise qui passera comme les autres, ou si le géant a atteint un point de rupture. Voici quatre faits qui expliquent la crise que traverse l'entreprise. Tesla a annoncé à la mi-avril qu'elle allait licencier plus de 10 % de sa main-d'œuvre mondiale dans le cadre d'un plan de restructuration visant à réduire les coûts et à améliorer la position de l'entreprise. La restructuration

interne, qui fait suite à des années d'expansion rapide et qui touchera quelque 15.000 employés, a suscité des inquiétudes sur les marchés car elle s'ajoute à une baisse significative des livraisons de véhicules depuis le début de l'année.

« ROBOTIQUE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ».

« Il n'y a rien que je déteste plus que cela, mais il faut le faire », a déclaré Elon Musk. Les analystes de Gartner et de Hargreaves Lansdown ont estimé que ces réductions étaient le signe d'une pression

sur les coûts, alors que le constructeur automobile investit dans de nouveaux modèles et dans l'intelligence artificielle. Il y a quelques jours, l'un des membres de l'équipe dirigeante, Andrew « Drew » Baglino, a déclaré dans un message sur X (ex-Twitter) qu'il avait pris la « décision difficile » de quitter l'entreprise après 18 ans, ce qui a ajouté une incertitude supplémentaire aux changements au sein de l'entreprise. L'impact de ces départs sur l'orientation et la stratégie futures de Tesla préoccupe les investisseurs,

notamment en ce qui concerne la succession à la tête de l'entreprise. Musk dirige Tesla depuis 2008, mais son attention a été partagée entre d'autres projets, tels que SpaceX et Neuralink.

Le départ en août du directeur financier Zachary Kirkhorn, autre successeur probable, a également été interprété comme un signe d'incertitude.

Le débat tourne autour de deux points essentiels : les défis auxquels l'entreprise est confrontée en termes de stratégie de croissance et de direction. Les

résultats que publie le géant pour le premier trimestre ne sont pas bon. Si l'inquiétude s'était déjà emparée de certains investisseurs de l'entreprise, les données révélées n'ont fait qu'alimenter un climat d'incertitude quant aux projets futurs. Tesla a enregistré une chute spectaculaire de 55 % de ses bénéfices par rapport au premier trimestre de l'année dernière. La firme a également enregistré une baisse de 9 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre, ce qui représente sa plus forte chute d'une année sur l'autre depuis 2012. Un autre élément qui a joué en défaveur de Tesla a été le rappel de milliers d'unités de son dernier véhicule, le Cybertruck. Le véhicule avait un accélérateur défectueux qui augmentait le risque d'accident. Dans ses rapports trimestriels aux actionnaires, Tesla parle de livraisons de voitures après réception des commandes. De cette manière, les livraisons de voitures sont l'approximation la plus proche du concept de ventes de voitures, puisque les ventes ne sont pas définies précisément dans les communications officielles de l'entreprise. En l'état, les livraisons de véhicules ont baissé de 8,5 % en glissement annuel au premier trimestre de l'année, leur première baisse depuis 2020.

Cette baisse, selon les experts, peut être liée à certains facteurs circonstanciels tels que des perturbations dans le transport maritime mondial ou un incendie dans son usine européenne. Le scénario est complexe non seulement en raison de la baisse des ventes, mais aussi en raison des réductions de prix de ses véhicules.

Il y a peu, l'entreprise a annoncé qu'elle réduirait le prix des modèles Y, X et S d'environ 2.000 \$US chacun. Malgré tous ces défis, Elon Musk est resté optimiste quant aux perspectives de l'entreprise, déclarant aux investisseurs qu'il avancerait le lancement de nouveaux modèles

à partir du second semestre 2025. Lors du dialogue avec les actionnaires, Musk a clairement indiqué qu'il avait également de plus grandes ambitions, comme ses paris sur les véhicules autonomes et le développement de l'intelligence artificielle. Toutefois, ces idées ont été remises en question par certains analystes, la Deutsche Bank affirmant que les véhicules sans conducteur sont confrontés à des « défis technologiques, réglementaires et opérationnels ». Les actions de Tesla avaient déjà chuté au cours de l'année écoulée, en raison de facteurs tels que les taux d'intérêt élevés dans de nombreux pays, qui ont rendu plus difficile l'accès au financement pour l'achat de ses voitures électriques. Le cours de l'action de l'entreprise a chuté de 40 % depuis le début de l'année, avec une valorisation boursière de près de 460 milliards de \$US (à la clôture de mercredi 24 avril). Depuis novembre 2021, lorsque l'action valait plus de 400 \$US, elle est tombée à environ 162 \$US. La chute de 40 % de l'action de Tesla cette année l'a fait reculer de quelques échelons sur les listes des plus grandes entreprises américaines.

Selon Dow Jones Market Data, l'entreprise était classée septième en termes de capitalisation boursière au sein du S&P 500 au début de l'année, alors qu'elle est aujourd'hui classée quatorzième. Dans ce qui semble être une sombre perspective, Tesla a déclaré la semaine dernière qu'elle introduirait de « nouveaux modèles » l'année prochaine, sans donner plus de détails.

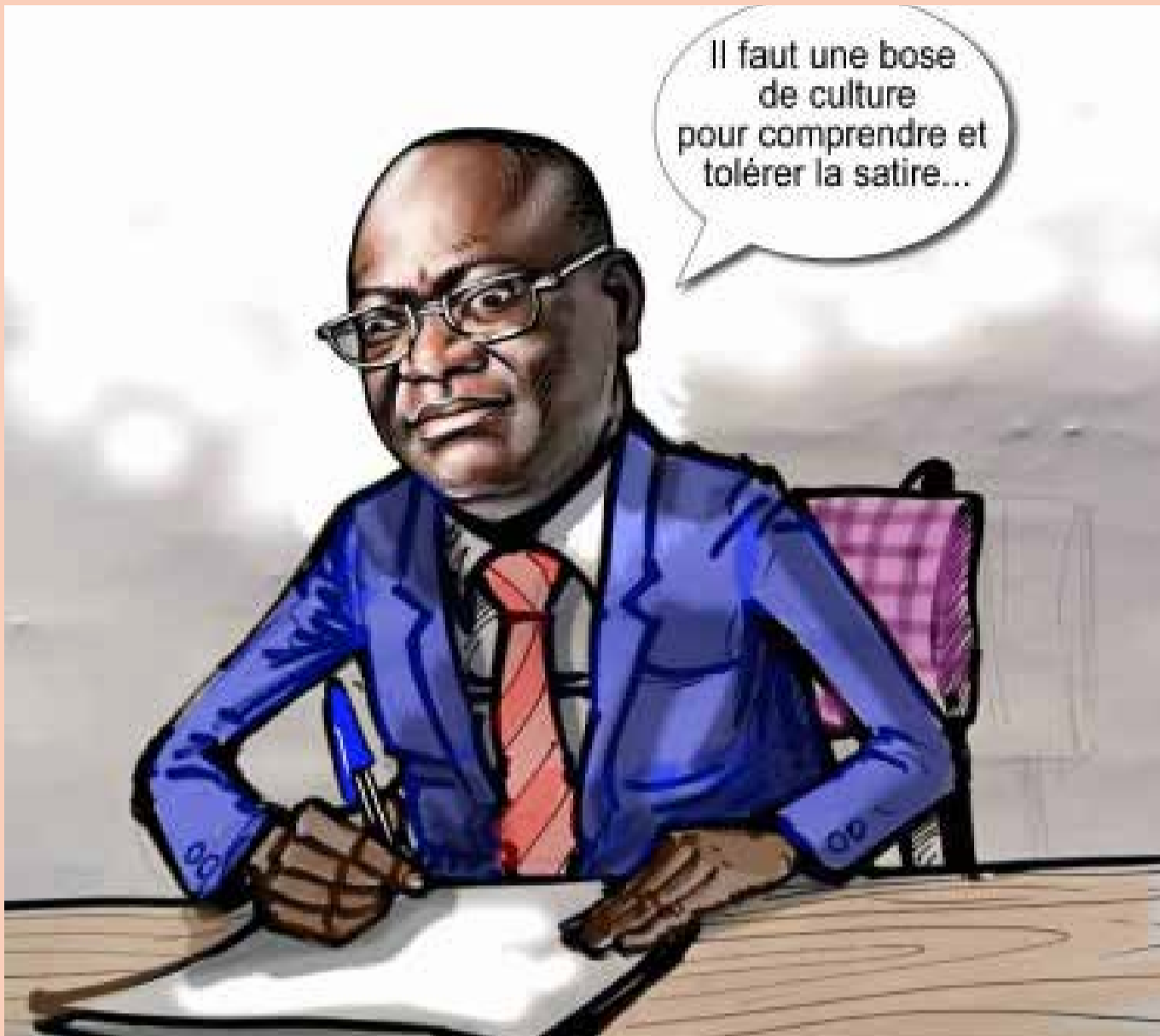
Dans le même temps, elle a indiqué qu'elle abandonnait ses projets de production d'un tout nouveau modèle à bas prix, qui devait coûter 25.000 \$US.

Tesla « devrait se considérer comme une entreprise de robotique d'intelligence artificielle », et non comme un constructeur automobile, a déclaré Elon Musk.

Le Grognon reste un journal de qualité, 33 ans après sa création

Il est professionnellement un journal de qualité. C'est nul doute des cerveaux qui le conçoivent et le rédigent. Comme pour « Le Canard Enchaîné » à en juger par le contenant comme par le contenu, par le choix des sujets comme par le traitement voire son audience, le public lectoriel. Ce n'est pas le citoyen lambda congolais qui viendrait à le lire et à en disséquer les nuances. Mais « Le Manager Grognon » couramment appelé « Le Grognon » - qui fête cette année ses trente-trois ans d'existence « donne (aussi) le sourire (son côté satire); il « destresse », il « destresse ». « C'est « Le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style », analyse le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba dans le texte-interview ci-après (« Le Manager Grognon », n°1434 du 19 avril 2024).

Cela fait un bail que « Le Grognon Manager » existe. 33 ans exactement aujourd'hui. À cette occasion, des décideurs - hommes politiques, journalistes, religieux - étaient contactés pour donner leurs avis sur votre satirique et éventuellement sur la vie politique, économique ou sociale au pays. L'interview ci-dessous rentre dans ce cadre-là. Le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'un des rares professeurs de journalisme qui ont vu naître « Le Grognon Manager », pense de lui que c'est « un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destresse, qui destresse ». Venant d'un professionnel de sa qualité, cela nous a mis du baume dans le cœur quelque peu meurtri par le fait qu'« à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios



Docteur en Science Po et en Communication Po, Professeur de journalisme, Tryphon Kin-kiey Mulumba analyse « notre Canard Enchaîné » trente ans après sa création. DR.

ou vidéos », dans la presse, « rien ne sera plus jamais comme avant ». Parce que tout est désormais sur le téléphone. Le Professeur pense que « la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes ». Mais, ce n'est pas le cas de la RDC où foisonnent 1.000 partis politiques. « Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos ». Le salut viendra peut-être de Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre. Elle inspire confiance et a de la compétence. « Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe », à en croire le professeur Kin-kiey. Nous vous laissons découvrir ses propos empreints d'un vrai sentiment patriotique.

Vous avez pratiquement assisté à la naissance et à l'évolution du premier journal satirique congolais, à savoir Le Manager Grognon. Quel jugement portez-vous sur cette publication

aujourd'hui ?
J'ai assisté en effet à la naissance de « Manager Grognon ». C'est avec le même sourire que je lis aujourd'hui « Le Grognon » des années après les premières publications. C'est un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destresse, qui destresse. C'est « Le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style.

Pensez-vous que ce genre a encore de l'avenir dans notre pays ?
L'information par l'humour, le sourire, l'analyse, l'interprétation, la compréhension des événements, qui la rejeterait ? La vie a besoin de cela. Le public en a besoin, hier, aujourd'hui, demain. Comment cela n'aurait point d'avenir ?

Quel regard portez-vous sur la presse écrite congolaise d'aujourd'hui ?
La presse écrite congolaise aujourd'hui est totalement différente de ce qu'elle était hier. Hier, on réclamait le journal; on cherchait le contenu et on vendait des jour-

naux. Un jour, « le Soft » a tiré à 100.000 exemplaires. Historique ! Certes, ce fut à la veille d'une campagne électorale et l'impression a eu lieu en Europe. Aujourd'hui, j'aurais du mal à vous parler des tirages des journaux.

Pensez-vous que le foisonnement de la presse en général en RDC est une bonne chose ?

Le mot « foisonnement » n'est jamais, sur le principe, une bonne chose. Il sous-entend abondance, fourmillement, désordre, chaos. C'est à cela que nous assistons. C'est l'image de nos rues et avenues de Kinshasa où nul ne sait comment se mouvoir.

Les publications en ligne sont devenues une réalité incontournable aujourd'hui à travers le monde. Comment appréciez-vous la profusion de la presse en ligne en RDC et quel avenir lui accorderiez-vous, au regard de sa qualité ?

« Profusion » renvoi à « foisonnement ». Mais comment éviter cela à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde dif-

fuse des messages audios ou vidéos. Il suffit de disposer d'un smartphone. Aujourd'hui, tout le monde est informateur, est influenceur. Il n'y a plus de secret pour personne. Tout le monde voit tout le monde. Quand l'invention approche la pertinence, nous sommes à l'âge de l'Homo Numericus, de l'Homo Smartphonicus. L'homme vit la transmutation aujourd'hui. Après l'invention de l'informatique, du numérique, de l'intelligence artificielle, etc., dont les inventeurs interdiseraient l'accès à leurs enfants, l'homme n'est plus celui d'il y a vingt ans. Une page est tournée puisque le calcul mental n'existe plus et que les élèves viennent à l'école avec leurs ordinateurs. Le monde est dans un nouveau paradigme.

Dans un marché de la presse en recul, on annonce la mort lente du journal papier qui fait quand même de la résistance. Pensez-vous que le moment est venu de mettre la clé sous le paillason ?
Vous parlez de « résistance », j'aime bien ce mot. La

« résistance » suppose que les carottes sont cuites. Oui, les carottes sont cuites. C'est terminé : rien ne sera plus jamais comme avant. Tout est désormais sur le téléphone. Tout. Le téléphone c'est la radio; le téléphone c'est la télé; le téléphone c'est le journal; le téléphone c'est le livre; le téléphone c'est des conférences; c'est des débats. Le téléphone c'est le bureau de travail. Partout où vous vous trouvez, vous activez; vous donnez des ordres ! C'est la vie. Le Canadien Marshall Mac Luc fut un grand visionnaire quand il a parlé d'un monde, ce grand village. Tout comme l'Américain Al Gore qui avait annoncé qu'avec la société de l'information, la croissance économique viendra des classes moyennes. Nous y voilà avec les 3G, les 4G, les 5G, etc.

Êtes-vous d'avis que les réseaux sociaux vont remplacer définitivement le journal papier au point de reconquérir tous ses espaces perdus ?
Je ne sais pas s'il faut parler de « réseaux sociaux » ou des médias en ligne. Moi je préfère parler des médias en ligne qui portent l'intelligence. Ce qui n'est pas le cas de « réseaux sociaux » qui sont des cercles d'amateurs, de gamineries. Dans les réseaux sociaux, il y a malheureusement trop de bêtises, trop de fakes, trop de montages. Il faut dans la vie se protéger, protéger son cerveau. On ne peut pas tout lire, ni tout voir, ni tout écouter.

Quelle lecture faites-vous de la classe politique actuelle en ce qui concerne ses besoins en informations de qualité ? Trouvez-vous l'homme politique congolais d'aujourd'hui mieux informé que son homologue des années 70-80 ?
Très bonne question. Cette question rappelle l'université. Je rappelle ce que nous enseignons : l'objectivité à laquelle vous faites allusion en posant

voilà pourquoi la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes. Je dis : diverses sources d'information; je ne dis pas « foisonnement » ou « profusion ». Je dis « diverses » sources d'information. Les États-Unis par exemple n'ont au total que deux ou trois partis politiques; ils ne sont pas moins « démocratiques » que le Congo qui en a 1.000. Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos. Mais c'est peut-être cela la résilience.

Que pensez-vous du climat politique actuel au pays du fleuve Congo ?

Le climat politique du pays est dépendant de ce qui se passe à l'Est. Rien ne peut se faire désormais sans l'Est. Tout tient à l'Est. Tout se joue à l'Est. Il faut au pays s'armer pour inspirer le respect.

Que vous inspire l'avènement de la première femme congolaise à la tête de la Primature ?

La première femme Premier ministre ? Ce qui compte dans la vie, ce n'est pas le genre, féminin ou masculin. Ce qui compte c'est le cerveau. Il y a dans la vie des échecs. Que l'on soit homme ou femme. La France a connu deux femmes Premier ministre qui n'ont pas du tout marqué leur passage. Le Royaume-Uni a connu deux femmes : Margaret Thatcher et la Reine Elisabeth II qui ont marqué l'histoire et le monde. Madame Judith Suminwa Tuluka, notre Premier ministre, par son cursus, par ce que je vois, par ce que j'entends, m'inspire confiance. Elle a de la compétence. Nul doute. Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe.

« Le Manager Grognon » ■
n°1434 du 19 avril 2024.

La colère est-elle mauvaise conseillère

Vous devenez furieux, votre sang bouillonne, votre corps entier se crispe et vous avez envie de détruire tout ce qui vous entoure, tout en criant certains de ces mots qu'on vous a appris à ne pas dire. Et c'est là que vous ne vous sentez pas capable d'affronter n'importe quelle personne ou chose qui croise votre chemin. Avaler tout cela ne peut pas être une bonne chose, n'est-ce pas ? Il vaut mieux s'en débarrasser. C'est cathartique. C'est même utile.

Il s'avère que ce n'est pas le cas. « Il existe un mythe répandu selon lequel évacuer sa colère est un moyen productif de la gérer », a déclaré le Dr Sophie Kjærvi, auteur principal d'une méta-analyse de 154 études sur la colère impliquant plus de 10.000 participants. Ces travaux, a-t-elle expliqué dans une interview à Ohio State News, ont été inspirés en partie par la popularité croissante des salles de colère qui encouragent à casser des objets (tels que du verre, des assiettes et des appareils électroniques) pour surmonter les sentiments de rage. « Exprimer sa colère fait du bien sur le moment, mais à long terme, cela rend plus furieux et plus agressif », a-t-elle déclaré. Kjærvi et son coauteur Brad J. Bushman, tous deux de l'université d'État de l'Ohio, États-Unis, ont effectué des recherches approfondies sur les causes et les conséquences de l'agression humaine. Comme ils le soulignent dans cette méta-analyse, « parce que la colère peut avoir de nombreuses



Exprimer tout ce que l'on ressent... est-ce que cela sert à quelque chose ? DR.

conséquences négatives, elle est largement considérée comme un problème et une émotion qui doit être régulée». Sur le plan personnel, elle est source d'inconfort, on veut donc s'en débarrasser, mais on ne dispose pas toujours de techniques efficaces pour contrôler ces états d'âme. « Il y a donc un grand besoin d'identifier des stratégies efficaces pour réduire et gérer la colère », affirment les auteurs, qui ont récemment publié leurs résultats dans la revue *Clinical Psychology Review*. Et la plus remarquable est celle qui a démolie le mythe selon lequel exploser est une bonne chose. « Je pense qu'il est très important de détruire le mythe

selon lequel il faut se défouler si l'on est en colère », a souligné M. Bushman lors d'une interview accordée à Ohio State News.

LA THÉORIE DE LA CATHARSIS.

« Exprimer sa colère peut sembler une bonne idée, mais il n'y a pas la moindre preuve scientifique à l'appui de la théorie de la catharsis ». De plus, ils ont constaté que le fait d'évacuer agressivement la colère pour la soulager est souvent contre-productif, l'intensifiant et la prolongeant. Le verdict est donc clair : il ne s'agit pas d'une étape souhaitable vers un traitement sain des émotions. Et comme l'indique l'étude, il s'agit d'une « émo-

tion désagréable dont la plupart des gens veulent se débarrasser » et que « de toutes les émotions désagréables, c'est aussi la plus difficile à réguler », il est indispensable de trouver la meilleure façon de la gérer. La méta-analyse souligne également que de nombreuses personnes tentent d'exorciser la colère par l'exercice physique. Or, il s'avère que certains d'entre eux, s'ils peuvent être bénéfiques pour la santé, n'améliorent pas l'humeur sur le moment, mais l'aggravent. Citant des experts, les auteurs notent que « la colère rend les gens plus forts et plus désireux de combattre ou d'attaquer la cause de la colère ». Et que « la colère suscite

et préserve un haut niveau d'énergie, augmente rapidement la mobilité motrice et dirige le sang vers les muscles pour préparer le corps à l'action ». On dirait que c'est peut-être une bonne idée de taper dans un sac de frappe ou d'aller faire du jogging ou de la course à pied pour se débarrasser de toute cette énergie négative, non ? Eh bien, ce n'est pas le cas. En fait, il y a très peu de preuves que le fait de mettre des gants de boxe ou d'aller courir soit efficace. En fait, cela peut même aggraver la situation. Ce qui se passe, explique Kjærvi, c'est que « la colère est une émotion associée à une forte excitation physiologique ». « Cela signifie que votre

rythme cardiaque s'accélère, que votre tension artérielle est élevée et que votre rythme respiratoire s'accélère. « Si vous faites des activités qui ont les mêmes effets sur votre corps, vous alimentez la colère. « Vous ajoutez de l'huile sur le feu », a déclaré le psychologue, aujourd'hui chercheur postdoctoral à la Virginia Commonwealth University. Ainsi, malgré les idées reçues, la boxe ou la course à pied ne sont pas des stratégies efficaces, car elles augmentent les niveaux d'excitation et finissent par se retourner contre vous. Pour faire simple, les techniques d'apaisement sont les meilleures. Tout ce qui réduit l'excitation physiologique vaut la peine d'être

essayé, qu'il s'agisse de la méditation, de la pleine conscience ou du yoga, ou simplement de prendre un moment pour respirer ou compter jusqu'à 10. Par ailleurs, tous les exercices physiques n'ont pas le même effet. « Toutes les formes d'activité physique ne sont pas mauvaises en ce qui concerne la colère », a déclaré M. Kjærvi. « D'après notre méta-analyse, les sports de balle et les cours d'éducation physique sont en fait bénéfiques pour réduire la colère. « Nous pensons que c'est parce qu'ils introduisent un aspect ludique, qui induit des émotions positives, telles que le bonheur et la joie. « Il y a aussi un aspect social, car on interagit avec d'autres personnes et on reçoit peut-être même des commentaires positifs de la part de l'entraîneur », a-t-il ajouté. En revanche, « nous pensons que le jogging a un effet négatif parce qu'il est plus monotone, plus ennuyeux pour de nombreuses personnes ». « Comme il s'agit d'un mouvement répétitif, vous avez le temps de ruminer votre colère et d'y réfléchir davantage. « Cela peut vous mettre encore plus en colère. Les résultats ont été remarquablement cohérents dans tous les pays étudiés, dans toutes les cultures, tous les sexes, toutes les races, et même parmi les personnes incarcérées ou en liberté. En substance, le fait d'évacuer sa colère pour faire face à la situation risque davantage de vous irriter que de vous calmer. Il ne semble donc pas que ce soit la meilleure stratégie, même si elle est tentante.

avec AGENCES ■

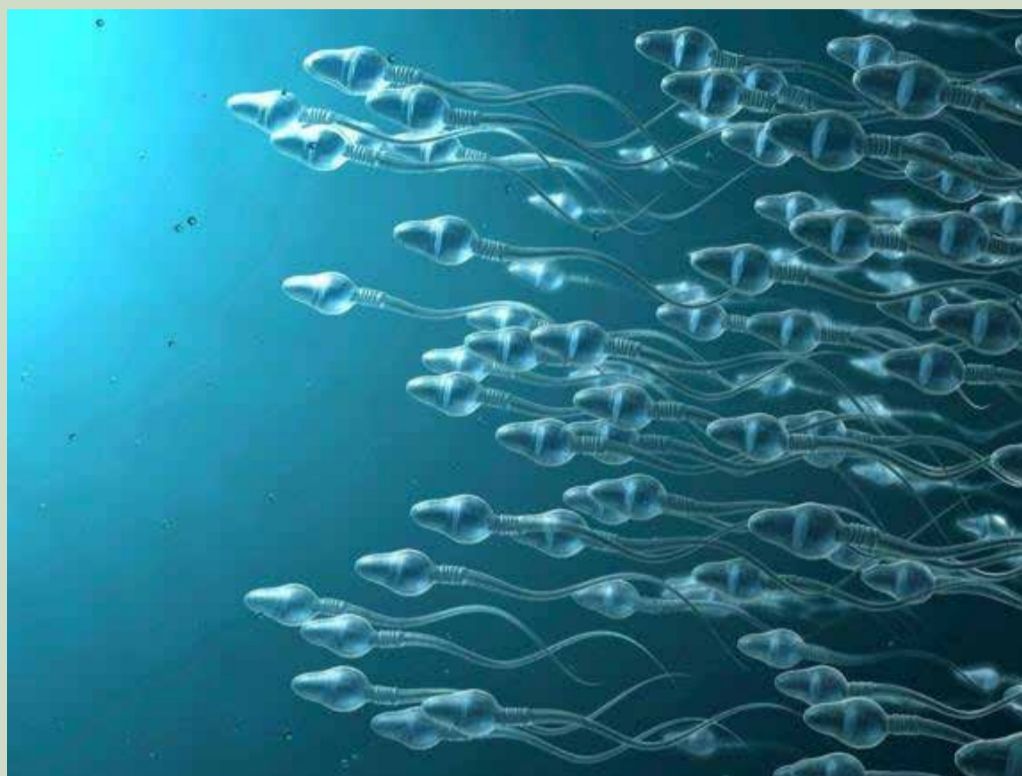
Le sortir aussi souvent que possible, ça préserve d'un cancer de la prostate

En matière de santé masculine, le cancer de la prostate occupe une place prépondérante. Il s'agit du deuxième type de cancer le plus diagnostiqué chez les hommes dans le monde, suivi de près par le cancer du poumon. Au Brésil, huit hommes sont diagnostiqués de cette maladie toutes les heures.

Parce que la prostate est un organe reproducteur dont la fonction principale est d'aider à produire du sperme - le liquide qui transporte les spermatozoïdes dans l'éjaculation - les chercheurs s'interrogent depuis longtemps sur l'effet des facteurs sexuels sur le risque de cancer de la prostate. Plus précisément, l'éjaculation protège-t-elle du risque de cancer de la prostate ? Il est intéressant de noter qu'il existe des preuves à l'appui de cette idée.

Une étude récente portant sur toutes les recherches médicales pertinentes menées au cours des trente-trois dernières années a montré que sept études sur onze ont révélé un effet bénéfique de la fréquence de l'éjaculation sur le risque de cancer de la prostate. De même, l'éjaculation peut modifier la réponse immunitaire de la prostate, réduisant ainsi l'inflammation - un facteur de risque connu pour le développement du cancer - ou augmentant la défense immunitaire contre les cellules tumorales. Alternativement, en réduisant la tension psychologique, l'éjaculation peut diminuer l'activité du système nerveux, ce qui empêche certaines cellules de la prostate de se diviser trop rapidement, augmentant ainsi le risque qu'elles deviennent cancéreuses. Malgré ces mécanismes suggérés, dans les recherches indiquant que l'éjaculation est protectrice, il apparaît que les détails sont importants.

L'âge joue un rôle à cet égard. La fréquence de l'éjaculation n'était souvent protectrice qu'entre 20 et 29 ans, ou entre



Organe reproducteur, fonction principale est d'aider à produire du sperme, liquide qui transporte les spermatozoïdes dans l'éjaculation. DR.

30 et 39 ans, et parfois seulement plus tard (50 ans ou plus).

ÇA JOUE UN RÔLE CRUCIAL.

Et de fait, le risque augmente chez les personnes plus jeunes (20 ans). D'autres fois, l'éjaculation à l'adolescence (lorsque la prostate est encore en développement et en maturation) a eu le plus grand impact sur le risque de cancer de la prostate des décennies plus tard. Mais à quelle fréquence est-ce souvent ? On peut dire très souvent dans certains cas. Une étude de l'Université Harvard aux États-Unis a montré que les hommes qui éjaculent 21 fois ou plus par mois présentent un risque de cancer de la prostate 31 % inférieur à celui des hommes qui déclarent avoir éjaculé quatre à sept fois par mois tout au long de leur vie. Des résultats similaires ont été obtenus en Australie, où le cancer de la prostate était 36 % moins susceptible d'être diagnostiqué avant l'âge de 70 ans chez les hommes qui éjaculaient en moyenne cinq à sept fois par semaine, par rapport aux hommes qui éjaculaient moins de deux fois par semaine. D'autres recherches ont une vision beaucoup plus modeste, avec plus de quatre éjaculations par mois étant la fréquence qui procure des effets protecteurs chez certains groupes d'âge et certains patients. Il est difficile de tirer des conclusions globales de ces

recherches, surtout quand les études diffèrent tellement dans la manière dont elles ont été menées.

Des facteurs tels que les différentes populations d'hommes ayant participé à la recherche, le nombre d'hommes inclus dans les analyses et les différences dans la façon dont la fréquence de l'éjaculation est mesurée (que cela inclut les rapports sexuels, la masturbation et les émissions nocturnes) peuvent brouiller le tableau. En fait, la mesure de la fréquence de l'éjaculation repose sur des auto-évaluations et remonte souvent à plusieurs années, voire décennies. Il s'agit donc au mieux d'une estimation, qui peut être biaisée par les attitudes, tant personnelles que sociales, à l'égard de l'activité sexuelle et de la masturbation, ce qui peut conduire à une auto-déclaration exagérée ou à une sous-déclaration. Il peut également y avoir un biais dans la détection des tumeurs de la prostate, les hommes très actifs sexuellement retardant ou ne se rendant pas à l'hôpital de peur que le traitement contre le cancer ne perturbe leur activité sexuelle. Ces hommes ayant une fréquence d'éjaculation élevée pourraient donc avoir un cancer de la prostate, qui finit par ne pas être enregistré dans ces études. Il est également possible que l'éjaculation ne protège pas contre le cancer de la prostate et que les relations constatées soient

dues à d'autres facteurs. Par exemple, les hommes qui éjaculent plus fréquemment peuvent avoir un mode de vie plus sain, ce qui réduit les risques de recevoir

un diagnostic de cancer. La fréquence réduite des éjaculations est liée à une augmentation de l'indice de masse corporelle, IMC en sigle, à une activité physique réduite et au divorce - tous des facteurs associés à une moins bonne santé globale, qui à leur tour peuvent contribuer au développement du cancer.

La testostérone, la principale hormone sexuelle masculine, joue également un rôle crucial dans cette équation. Il est bien connu que cela augmente le désir sexuel, donc un homme avec de faibles niveaux de testostérone peut ne pas avoir le même désir d'activité sexuelle qui conduit à l'éjaculation qu'un homme avec des niveaux plus élevés.

Contrairement aux premières opinions suggérant que des niveaux élevés de testostérone chez les hommes augmentent le risque de cancer de la prostate, l'opinion actuelle suggère que non seulement cela n'augmente pas ce risque, mais que ce sont en fait de faibles concentrations de testostérone qui augmentent le risque. Cela est particulièrement vrai pour les hommes atteints d'un cancer de la prostate, dont le développement de la maladie est plus grave lorsque le taux de testostérone est faible. Il se peut que la testostérone réduise le risque de cancer de la prostate chez les hommes et augmente en outre leur motivation à avoir une activité sexuelle. Malgré cela,

la plupart des études ne mesurent pas les niveaux de testostérone et, au mieux, la reconnaissent uniquement comme un facteur d'influence possible. Une étude mesurant l'hormone sexuelle masculine a montré que les hommes qui éjaculaient fréquemment avaient des niveaux de testostérone plus élevés. Et ce sont ces hommes qui présentaient également un risque réduit de cancer de la prostate. L'activité sexuelle et l'éjaculation présentent des avantages au-delà de la prostate, notamment des effets positifs sur le cœur, le cerveau, le système immunitaire, le sommeil et l'humeur.

DANIEL KELLY ■
Professeur de biochimie à l'Université Sheffield Hallam, Royaume-Uni.

Adieu

**BAUDOIN
TSHONGO
TSHANDA**

Né à Lubumbashi le 03 - 09 - 1954
Décédé à Kinshasa le 03 - 05 - 2024

À JAMAIS DANS NOS COEURS

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Hommage à une légende de la route, la R4



La Renault 4 en 2025 passe à l'offensive avec un design de SUV moderne. Une proposition audacieuse qui revisite un modèle emblématique français. DR.

Un design extérieur robuste et élégant, un intérieur moderne et confortable.

Le Renault 4L, affectueusement surnommée «la petite reine», est une icône automobile française qui a marqué l'histoire de l'automobile. Lancée en 1961, cette voiture compacte et robuste a conquis le cœur de millions de conducteurs par sa simplicité, sa fiabilité et son esprit d'aventure.

Plus de six décennies après sa première apparition, le Renault 4L continue de susciter la passion et l'inspiration chez les designers et les artisans automobiles. Enka World (Eduardo Benz), un studio de design indépendant, a récemment dévoilé un concept virtuel époustouflant qui revisite le Renault 4L avec un look tout-terrain moderne et audacieux. Baptisé Renault 4L 4x4 2024, ce concept rend hommage à l'original tout en adoptant une



esthétique contemporaine et raffinée.

LA R4 RECONNAISSABLE.

L'extérieur du Renault 4L 4x4 2024 est immédiatement reconnaissable, conservant les lignes emblématiques de l'original tout en les rehaussant avec des éléments modernes. La carrosserie est recouverte d'une peinture vert forêt profonde et élégante, contrastant avec le toit blanc nacré qui lui donne une touche de sophistication.

Les ailes élargies et les jantes tout-terrain noires confèrent à la voiture un aspect robuste et prêt à affronter tous les terrains. L'intérieur du Renault 4L 4x4 2024 est une véritable surprise. Loin de l'austérité de l'original, il offre un design moderne et confortable. Les sièges en cuir gris désert sont contrastés par des accents en fibre de carbone qui ajoutent une touche de sportivité. Le tableau de bord est doté d'un écran tactile multi-

média intégré, tandis que le volant multifonction permet au conducteur de contrôler facilement les différentes fonctions de la voiture. Le Renault 4L 4x4 2024 est plus qu'un simple concept de design. Il représente l'esprit d'aventure et la liberté de la route. Cette voiture virtuelle est un rappel que l'exploration et la découverte ne sont pas réservées aux véhicules hors de prix. Le Renault 4L 4x4 2024 montre qu'il est possible de com-

biner l'héritage d'une icône automobile avec des technologies modernes pour créer un véhicule unique et inspirant. Bien que le Renault 4L 4x4 2024 ne soit qu'un concept virtuel pour l'instant, il suscite un vif engouement auprès des passionnés d'automobile du monde entier. On peut imaginer que ce concept pourrait inspirer Renault à créer une version tout-terrain officielle du Renault 4L, ou que des artisans automobiles indépendants

pourraient s'en servir comme base pour des projets uniques.

HOMMAGE À UNE LÉGENDE.

Le Renault 4L 4x4 2024 est un concept virtuel qui démontre que l'héritage du Renault 4L est toujours vivant. Il rappelle que l'esprit d'aventure et la liberté de la route ne sont pas liés à une époque ou à un budget spécifique. Avec son design moderne et audacieux, le Renault 4L 4x4 2024 est un hommage à une légende et une vision du futur de l'automobile. Il faut vraiment fait sensation sur les réseaux sociaux et suscite l'enthousiasme des passionnés d'automobile et des amateurs de design rétro. Cet engouement montre que le marché est demandeur de véhicules réinterprétés et modernisés, tout en conservant leur ADN originel. Il n'est donc impossible qu'un constructeur automobile, sensible à l'attrait de ce design, décide de le concrétiser. La Renault 4, avec

son histoire riche et son caractère emblématique, pourrait ainsi connaître une seconde jeunesse sous une forme SUV moderne et élégante. La Renault 4, symbole de liberté et d'aventure, pourrait ainsi connaître une nouvelle vie sous une forme SUV moderne et élégante, capable de conquérir le cœur des collectionneurs et des amateurs de design automobile. Fondé en 2023 par Enka Media Plus, EB Design s'est rapidement imposé comme une référence en matière de design automobile, technologique, architectural, et d'intérieur. Sa mission ? Dévoiler les tendances de demain. Une mission qui consiste à tenir le public informé des dernières tendances en design automobile et bien au-delà. La firme s'efforce de repousser les frontières du design en offrant un aperçu exclusif des créations les plus innovantes, des concepts les plus avant-gardistes, et des technologies de pointe qui façonnent l'avenir de l'industrie.



Renouveler de manière épanouie

Une naissance, des problèmes familiaux ou professionnels ou encore des soucis de santé... Certains événements de la vie ne riment pas forcément avec une vie sexuelle épanouie. Pas d'inquiétude. Une fois ces épisodes passés, il est tout à fait possible de reprendre une sexualité satisfaisante.

« Moins on fait l'amour, moins on a envie de faire l'amour ». Pour une fois, l'adage dit vrai. Si cela ne signifie évidemment pas qu'il faille se forcer, cela explique qu'un couple puisse finir par connaître de longues périodes d'absinences.

Et plus cela se prolonge, plus il peut être difficile de sauter à nouveau le pas le jour où le manque commence à se



« L'orgasme n'est pas «un objectif dont on peut garantir l'obtention mais une divine surprise que l'on glane en chemin», estime un psychologue-sexologue. DR.

faire sentir. Difficile alors de donner une recette toute faite pour renouer avec une sexualité épanouie. Tout dépend si l'absence de rapports sexuels est liée

à des douleurs, à un trouble de l'érection, à la maladie, au stress du quotidien, à la routine qui s'est installée. Mais une chose est certaine : il faut dans

tous les cas enlever la pression qui repose alors sur les épaules des deux partenaires. Peur de ne pas être à la hauteur, peur de ne pas réussir à

donner ou à prendre du plaisir... Il y a de quoi ne pas oser faire le premier pas. Ou préférer dire non, même si l'on recommence à renouer avec le désir, de

peur de décevoir ou d'être déçus. Cesser de vous focaliser sur l'acte sexuel. Le conseil peut sembler paradoxal quand on souhaite justement reprendre ce chemin. Il est pourtant essentiel pour décriper nombre de situations. L'orgasme n'est pas «un objectif dont on peut garantir l'obtention mais une divine surprise que l'on glane en chemin», comme le rappelle le psychologue et sexologue Philippe Arlin dans son livre *Sexuellement incorrect*. La pénétration ne doit pas ainsi être systématiquement considérée comme l'aboutissement d'un rapport sexuel réussi. Il y a bien d'autres façons de se faire du bien, à condition de ne plus considérer les baisers et les caresses uniquement comme des préliminaires. Mais, il faut parfois se faire aider. Habituez-vous à parler sexualité en dehors

du lit, où les tensions ont vite fait de se cristalliser. Prenez le temps de (re)partir à la découverte de vos propres zones érogènes puis de celles de votre partenaire. Autorisez-vous à exprimer votre désir quand il se manifeste, sans vous sentir blessé(e) ou rejeté(e) quand l'autre n'y répond pas. Faites des «câlins gratuits», juste pour le plaisir d'être nus l'un contre l'autre et de redécouvrir le corps de l'autre, comme le conseille Philippe Arlin. Ces pistes peuvent aider à vous retrouver. Mais il arrive qu'elles ne suffisent pas. Et il ne faut alors pas hésiter à se faire aider par un sexologue. Pour trouver un thérapeute, on peut en parler avec son généraliste, son gynécologue. Ou, là où cela existe, faire des consultations de sexologues idoines.

Pourquoi ce lien lèvre contre lèvre

Moins de la moitié des sociétés s'embrassent avec les lèvres, selon une étude portant sur 168 cultures du monde entier. William Jankowiak, professeur d'anthropologie à l'université du Nevada à Las Vegas, a constaté que seulement 46 % des sociétés utilisent le baiser du bout des lèvres dans un but romantique, à l'exception des baisers parent-enfant ou des salutations.

Deux théories expliquant pourquoi les humains ont besoin de s'embrasser découlent de l'idée que les bébés ont un goût inné pour le contact des lèvres. Dans un cas, cela pourrait être dû au fait que nous associons le contact des lèvres à l'allaitement, et que ce réflexe est inné chez tout le monde. Il est également suggéré que les mères et



L'odeur de l'autre par la bouche peut révéler toutes sortes d'informations utiles : régime alimentaire, présence de maladies, humeur et liens de parenté, pour n'en citer que quelques-unes. DR.

leurs enfants se lient par un baiser lèvres contre lèvres en raison d'un phénomène appelé «transfert alimentaire prématuré». Les mères de nos ancêtres anciens auraient prémâché notre nourriture pour nous dans nos premières années, et l'auraient transférée directement dans nos bouches. Ce phénomène a été observé chez nos plus proches ancêtres, les chimpanzés, ainsi que chez d'autres grands singes. Quelques-unes des autres théories sur les origines du baiser, dont une qui suggère que les vêtements ont pu être un facteur déterminant.

«Mais je pense que la clé de l'universalité humaine du baiser, ou de son absence, réside dans le fait que la sensualité des gens peut être satisfaite de bien d'autres manières que par un simple baiser», explique Mme Jan-

kowiak. Les cultures qui ne s'embrassent pas du bout des lèvres trouvent d'autres moyens d'être intimes, explique l'auteur Sheril Kirshenbaum. «Il y a le baiser malais que Darwin a décrit, où les femmes s'accroissaient sur le sol et les hommes se suspendaient en quelque sorte au-dessus d'elles pour se renifler rapidement - prendre un échantillon de l'odeur de leur partenaire». Sur les îles Trobriand, au large de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les amoureux s'embrassent en s'asseyant face à face et en se mordillant les cils, ce qui, je pense, pour beaucoup d'entre nous aujourd'hui, ne semble pas être le summum du romantisme, mais pour eux, cela faisait l'affaire, déclare Kirshenbaum. Ce qui est important dans le baiser lèvres

contre lèvres et dans les autres types de baisers, c'est que ce moment permet de partager des informations intimes sur l'autre. S'embrasser en pressant les lèvres l'une contre l'autre est un comportement presque exclusivement humain. Si le baiser a un but évolutif, pourquoi ne voit-on pas plus d'animaux s'embrasser ? « L'une des raisons pour lesquelles nous avons pu être contraints de nous approcher du visage d'un partenaire est de lui donner une bonne odeur. L'odeur peut révéler toutes sortes d'informations utiles : régime alimentaire, présence de maladies, humeur et liens de parenté, pour n'en citer que quelques-unes. De nombreux animaux ont un odorat beaucoup plus développé que le nôtre et n'ont donc pas besoin d'être aussi près», répond Melissa Hogenboom.

Le témoignage glaçant de l'actrice porno Stormy Daniels face à Donald Trump

Mardi 7 avril, le candidat des républicains à la présidence des États-Unis a dû écouter longuement le récit de l'ancienne star du X, qui affirme avoir eu une relation sexuelle avec lui en 2006. Une rencontre au cœur du procès débuté fin avril.

L'ancienne star de films X Stormy Daniels, personnage central du procès aux lourds enjeux politiques de Donald Trump à New York, a livré mardi un témoignage crucial sur la relation sexuelle qu'elle affirme avoir eue en 2006 avec l'ancien président des États-Unis.

Un peu nerveuse, l'actrice de 45 ans a commencé à raconter avec beaucoup de détails ce jour de 2006 où, en marge d'une compétition de golf, elle a fait la rencontre de Donald Trump, alors figure du monde des affaires et de la télévision. «C'était une très brève rencontre», puis, un membre de la sécurité a dit: «Monsieur Trump voudrait savoir si vous souhaitez dîner avec lui». Les jurés semblaient absorbés par son récit. Donald Trump est lui demeuré impassible dans la salle d'audience bondée.

En tailleur-pantalon noir, Stormy Daniels, de son vrai nom Stephanie Clifford, affirme avoir eu ensuite une relation sexuelle avec le milliardaire dans la suite de son hôtel, ce que le républicain nie catégoriquement. Durant son témoignage, les procureurs ont montré une photo devenue célèbre où Donald Trump et elle posent ensemble. L'actrice a détaillé la conversation qu'ils ont eue dans la suite, «une chambre d'hôtel qui faisait trois fois la taille de mon appartement». Donald Trump l'a accueillie «habillée d'un pyjama en soie ou en satin», dont elle s'est moquée. Avec mon épouse



Le geste de Donald Trump aux journalistes au moment de quitter la salle, mercredi 7 mai à New York. MARY ALTAFFER-KEYSTONE.

Melania « nous ne dormons pas dans la même chambre », lui confia-t-elle, selon son témoignage. Le milliardaire lui aurait aussi fait miroiter une apparition dans sa célèbre émission de télé-réalité.

Pour répondre aux questions de la procureure Susan Hoffinger, Stormy Daniels a raconté ce moment où, sortant de la salle de bains, elle a trouvé Donald Trump dévêtu sur le lit: «J'ai senti le sang quitter mes mains et les pieds, comme quand on se lève trop vite». Si elle ne s'est pas sentie menacée, elle a assuré que l'intention de l'homme d'affaires «était assez claire» et que le «rapport de force était déséquilibré». «J'ai fini par avoir une relation sexuelle avec lui», ajoute-t-elle, comparant la situation à «un black-out». «J'ai eu honte de ne pas avoir arrêté ça, de ne pas dire non» et «je l'ai dit à très peu de monde», a-t-elle expliqué. Dans l'ambiance tendue de l'interrogatoire, le juge Juan Merchan a paru agacé par certaines questions de la pro-

cureure. L'une des avocates de Donald Trump, Susan Necheles, avait plaidé pour que la relation sexuelle ne soit pas évoquée: «C'est excessivement préjudiciable!»

SILENCE ACHETÉ.

Dix ans plus tard, à la fin de la campagne présidentielle de 2016, Stormy Daniels a reçu 130.000 \$US pour son silence sur cet épisode. L'argent avait été versé par l'ancien avocat du milliardaire, Michael Cohen, via une société écran. Il avait été remboursé en 2017 par le groupe d'entreprises de Donald Trump, la Trump Organization.

Ces dépenses avaient été enregistrées comme des «frais juridiques». Elles font l'objet de ce procès. Depuis le 15 avril, le candidat des républicains à la présidentielle de 2024 comparait devant le jury pour 34 falsifications de documents comptables. Si ces délits sont avérés, ils pourraient lui valoir la première condamnation pénale d'un ancien président des États-Unis et, en théorie, une peine de prison. Le paiement lui-même n'est pas contesté, mais les avocats de Donald Trump nient toute faute pénale. Depuis que le paiement a été révélé par le Wall Street Journal en

janvier 2018, en plein mandat présidentiel de Donald Trump, ce dernier a toujours démenti une relation avec l'ancienne star américaine de films pornographiques. Il a attaqué sa crédibilité et l'a affublée du surnom de «face de cheval». Le juge a interdit à Donald Trump de s'en prendre publiquement aux témoins ou aux jurés en dehors de la salle d'audience et lui a déjà infligé dix amendes de 1000 \$US pour cette raison. Lundi 6 avril, il l'a menacé pour la deuxième fois de l'incarcérer s'il recommençait. Même s'il devait être condamné, le candidat républicain pour-

rait toujours se présenter le 5 novembre contre le président en exercice, le démocrate Joe Biden. Donald Trump est également poursuivi dans trois autres affaires pénales. Dans l'une d'entre elles, où il est accusé d'avoir fait un usage négligent de documents classés confidentiels, un tribunal fédéral de Floride a mardi reporté sine die le début du procès, initialement prévu pour le 20 mai. Depuis le début de ce procès, chaque matin, à l'aube, quelques dizaines de curieux font la queue en espérant voir de près l'accusé le plus connu du pays. Trump a reçu mardi

un dernier avertissement après ses intimidations contre la cour. Tresa Sauer est venue à New York depuis le Minnesota pour voir de près l'ex-président dans la position inédite d'un prévenu coincé des heures dans une salle d'audience austère et trop froide à son goût. Pour admirer ce spectacle, la sexagénaire pouvait bien se lever aux aurores. «Je suis arrivée à 04:45», lance-t-elle, déterminée à défendre sa troisième place dans la queue. L'ordre d'arrivée a son importance. Seule une poignée d'anonymes entrent dans la salle d'audience, au 15ème étage.

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Les forces nucléaires russes en état d'alerte

Les forces nucléaires stratégiques russes sont « toujours » en alerte, a prévenu le maître du Kremlin, Vladimir Poutine. Les forces nucléaires stratégiques russes sont « toujours » prêtes au combat, a-t-il souligné jeudi lors d'une courte allocution sur la Place Rouge avant la parade militaire du 9 mai - « la Parade de la Victoire » - en pleines tensions liées au conflit en Ukraine, avec les États-Unis et avec d'autres pays de l'OTAN, dont la France et le Royaume Uni. « La Russie fera tout pour éviter un affrontement mondial. Mais, dans le même temps, nous ne permettrons pas que l'on nous menace. Nos forces (nucléaires) stratégiques sont toujours en alerte ».

La Russie commémorait jeudi 9 mai la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale, alors que les tensions entre Moscou et l'Occident continuent de croître en raison de la guerre en Ukraine. Le président russe, Vladimir Poutine, s'est exprimé lors de la parade militaire organisée sur la Place rouge dans le cadre des festivités du « Jour de la Victoire ». Il a déclaré lors de son discours que la Russie ferait tout pour éviter un conflit mondial mais qu'elle ne permettrait à personne de la menacer.

Pendant cette courte allocution prononcée sur la Place Rouge avant une « Parade de la Victoire » réduite cette année encore à sa plus simple expression par la mobilisation de l'armée russe en Ukraine, Vladimir Poutine a répété que les forces nucléaires russes étaient toujours en ordre de bataille. « Mais, dans le même temps, nous ne permettrons pas que l'on nous menace. Nos forces (nucléaires) stratégiques sont toujours en alerte », a indiqué le maître du Kremlin.

« La Russie traverse une période difficile », a-t-il ajouté, affirmant que « l'avenir de la patrie » est entre les mains de ses soldats.

La Russie célèbre traditionnellement la fin de la Seconde Guerre mondiale le 9 mai, la capitulation de l'Allemagne nazie étant intervenue à 23:01' à Berlin le 8 mai 1945, soit déjà le jour suivant à Moscou.

Lors de sa prestation de serment pour un nouveau mandat mardi, Vladimir Poutine avait déjà rendu hommage aux soldats de « l'opération militaire spéciale » en Ukraine qui se battent pour la « mère



« L'avenir de la patrie est entre les mains de ses soldats », a déclaré jeudi Vladimir Poutine. DR.

patrie ».

UNE « GUERRE SAINTE » CONTRE UN OCCIDENT « ARROGANT ».

Pour le dirigeant de 71 ans, la guerre en Ukraine s'inscrit dans une « guerre sainte » contre un Occident « arrogant », qui ignore le rôle joué par l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale et qui a oublié les leçons des invasions ratées de Napoléon et Adolf Hitler, preuve que la Russie ne peut pas être défaite sur le champ de bataille. Les tensions avec les pays occidentaux ont grimpé d'un cran ces dernières semaines alors que l'armée russe a repris une lente et coûteuse progression dans l'est de l'Ukraine, que les États-Unis ont accepté de fournir à Kiev des missiles à plus longue portée, que le Royaume-Uni a validé le principe de frappes sur le territoire russe et que le président français Emmanuel Macron n'a pas exclu l'envoi de soldats français en Ukraine.

Aucun dirigeant occidental n'a assisté cette année à la « parade de la Victoire », à laquelle les ambassadeurs des « pays hostiles » - ceux qui soutiennent l'Ukraine - n'ont pas davantage été invités. Seuls les dirigeants de la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, de Cuba, du Laos et de Guinée-Bissau ont effectué le déplacement à Moscou.

Lundi 6 mai, Moscou a annoncé la tenue prochaine d'exercices nucléaires près de

l'Ukraine affirmant que ses forces pourraient frapper des cibles militaires britanniques en Ukraine « et au-delà », disant réagir à des déclarations belliqueuses de dirigeants occidentaux.

À Washington, le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, a estimé qu'il s'agissait là « d'un exemple du type de rhétorique irresponsable que nous avons vue de la part de la Russie par le passé. C'est totalement inapproprié compte tenu de la situation sécuritaire actuelle ». Les États-Unis n'ont pour l'instant observé « aucun changement dans le positionnement » des forces stratégiques russes, mais vont continuer à « surveiller », a-t-il poursuivi.

Ces menaces de Moscou ont été annoncées à la veille de la cérémonie d'investiture au Kremlin de Vladimir Poutine, qui a entamé officiellement mardi 7 mai un cinquième mandat, et trois jours avant les célébrations de la victoire soviétique contre l'Allemagne nazie, élément central du récit patriotique du Kremlin.

Depuis l'attaque à grande échelle contre l'Ukraine en février 2022, le président Poutine a soufflé le chaud et le froid sur un possible recours à l'arme nucléaire. Cette fois, les exercices annoncés par le ministère russe de la Défense doivent permettre à l'armée de « s'entraîner à la préparation et à l'utilisation d'armes nucléaires non stratégiques », conçues pour être utilisées sur le champ de bataille.

Le ministère a assuré que cela répondait à des « menaces »

proférées par des dirigeants occidentaux contre la Russie. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Pèskov, a précisé qu'il s'agissait de « l'intention d'envoyer des contingents armés en Ukraine, c'est-à-dire de placer des soldats de l'OTAN face à l'armée russe ». Il a montré du doigt Emmanuel Macron, dont il a critiqué la « rhétorique très dangereuse », ainsi que des représentants britanniques et américains.

Le président français a récemment évoqué la possibilité d'envoyer des troupes occidentales au sol en Ukraine si Moscou percevait « les lignes de front » et si Kyiv le demandait. Il avait déjà exprimé cette idée en février, suscitant la désapprobation parmi les principaux alliés de Kyiv, même si certains ont depuis fait un pas en sa direction, notamment face à la poussée russe sur le front est. Les exercices militaires russes ordonnés par Poutine impliquent l'aviation, la marine et des forces du district militaire Sud, basé tout près de l'Ukraine et couvre des régions ukrainiennes dont Moscou revendique l'annexion, selon le ministère russe de la Défense. La date et le lieu n'ont pas été précisés, tout comme le nombre de militaires et les équipements mobilisés.

La doctrine nucléaire russe prévoit un recours « strictement défensif » à l'arme atomique, en cas d'attaque de la Russie avec des armes de destruction massive ou, en cas d'agression, avec des armes traditionnelles « menaçant l'existence même de l'État ».

Parallèlement, Moscou a menacé lundi de frapper des cibles britanniques en Ukraine « et au-delà » si Kyiv employait des armes livrées par Londres pour frapper le territoire russe. Dans un communiqué, la diplomatie russe a indiqué que l'ambassadeur du Royaume-Uni, Nigel Casey, avait été convoqué lundi après des déclarations du ministre britannique des Affaires étrangères, David Cameron, qui, selon Moscou, portaient « sur le droit de l'Ukraine à frapper le territoire de la Russie à l'aide d'armes britanniques ».

« N. Casey a été prévenu que n'importe quelle installation militaire ou n'importe quel équipement britannique en Ukraine et au-delà de ses frontières pourrait être pris pour cible en riposte à des frappes ukrainiennes avec des armements britanniques sur le territoire russe ». L'ambassadeur de France, Pierre Lévy, a également été convoqué lundi par la diplomatie russe, sans qu'une raison officielle ait été communiquée.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS GROUP, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.



